

WÈRGU YARAM

Le magazine du Bureau de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

N°2 Mars 2024

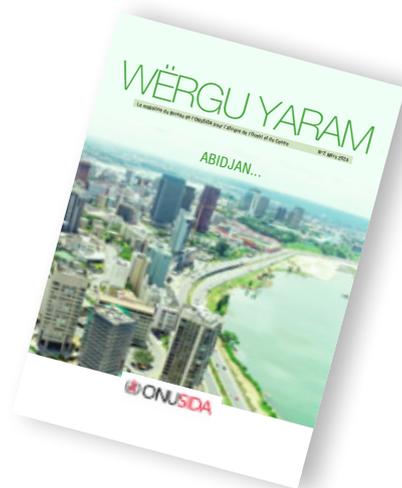
ABIDJAN...



ONUSIDA



Table des MATIÈRES



ACTU NEWS:

La prévention du VIH chez les jeunes dans notre région P : 5



Parole d'expert : P : 52

M. Guillaume Pyot et M. Fah El Hadj
Conseillers en prévention au Bureau régional
de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



HIV Prevention : From crisis to opportunity

Rapport ONUSIDA P : 54

Celebration de la journée mondiale Zéro discrimination

P : 56



EDITORIAL



Berthilde Gahongayire
Directrice Régionale Bureau de l'ONUSIDA
pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Chers lecteurs,

Nous revoilà avec un nouveau numéro de Wergu Yaram (la santé du corps et de l'âme) Un grand merci pour vous impressions très encourageantes sur notre premier numéro. Nous avons choisi cette fois-ci de mettre en lumière, la prévention du VIH chez les jeunes de notre région. En effet, dans la lutte contre le VIH, les jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre jouent un rôle crucial. Leur santé et leur bien-être sont essentiels pour l'avenir de nos communautés. Pourtant, les défis persistants en matière de prévention du VIH parmi cette population nous rappellent l'urgence d'agir.

Aujourd'hui, être un enfant, un adolescent ou une jeune femme en Afrique de l'Ouest et du Centre signifie être vulnérable au VIH. Chaque semaine, plus de 1000 adolescentes et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont infectées par le VIH dans la région. En Afrique occidentale et centrale, 1,2 million de personnes attendent toujours de pouvoir commencer leur traitement pour le VIH qui leur sauvera la vie. Seuls 35% des enfants vivant avec le VIH en Afrique occidentale et centrale reçoivent un traitement.

L'épidémie de VIH reste une réalité préoccupante dans nos sociétés. Malgré les progrès réalisés au fil des ans, les jeunes continuent d'être touchés de manière disproportionnée, en particulier les jeunes femmes. Les facteurs socio-économiques, culturels et comportementaux contribuent à cette vulnérabilité. Il est donc impératif que nous intensifions nos efforts de prévention.

De Brazzaville à Abidjan en passant par Ndjamena, nous notons que la prévention du VIH ne se limite pas à la distribution de préservatifs ou aux campagnes de sensibilisation. C'est un effort holistique qui nécessite une approche intégrée, prenant en compte les déterminants sociaux de la santé. Cela signifie investir dans l'éduca-

tion sexuelle complète, accessible à tous les jeunes, afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées sur leur santé sexuelle et reproductive.

Nous avons récemment célébré la journée Zéro discrimination qui souligne l'importance de lutter contre la stigmatisation et la discrimination associées au VIH. Trop souvent, la peur du jugement empêche les jeunes de chercher un dépistage ou un traitement. Nous devons créer des environnements sûrs et accueillants où les jeunes se sentent libres de se faire dépister et de recevoir le soutien dont ils ont besoin.

La journée du 08 mars, elle, nous a rappelé l'importance de l'autonomisation des jeunes, en particulier des jeunes femmes. Les femmes et les filles représentaient 46 % de toutes les nouvelles infections au VIH en 2022. L'accès à l'éducation, à l'emploi et à la prise de décision est essentiel pour réduire leur vulnérabilité au VIH. En investissant dans leur éducation et leur autonomisation économique, nous investissons dans un avenir plus sain et plus résilient pour nos communautés.

L'ONUSIDA et le REMAPSEN s'engagent à jouer leur rôle dans la sensibilisation et la mobilisation autour de ces questions vitales. Nous continuerons à mettre en lumière les initiatives innovantes, à donner la parole aux jeunes et à promouvoir le dialogue ouvert sur la prévention du VIH.

Ensemble, nous pouvons briser les chaînes de transmission du VIH et créer un avenir où tous les jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre peuvent s'épanouir en toute santé.

Restons mobilisés, restons engagés !

Actu News

LES COMMUNAUTÉS EN ACTION



ALGERIE



Lâcher de ballons lors de la journée mondiale de lutte contre le Sida à Alger

Enfants vivant avec le VIH

Par Chahreddine
BERRIAH

Sensibilisation en milieu jeune en Algérie

Selon le rapport national de la riposte, en 2021, en Algérie, pas moins de « 1400 enfants de moins de 15 ans parmi lesquelles 2000 nouvelles infections dont près 500 enfants sont sous traitement antirétroviral (Arv) ».

Sensibles du danger qui guette la société, les autorités algériennes, par le biais du ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a indiqué lors de la dernière journée de lutte contre le Sida qu' « il s'agit de changer le regard négatif sur les personnes infectées par le virus et d'assurer une large sensibilisation à la prévention et aux soins de santé tout en respectant le droit à la santé pour tous... » et d'informer, en même temps, que l'Algérie « élaborera un plan stratégique national 2024/2028 pour limiter la propagation du virus ».

Ce n'est pas une mince affaire, faut-il le reconnaître. C'est pourquoi l'association Aids Algérie s'est mobilisée pour programmer des actions de sensibilisation à l'endroit des jeunes. Des occasions pour leur faire part des « missions de notre association, de la pertinence des campagnes de sensibilisation élaborées en direction

des jeunes, des contraintes de la stigmatisation et l'importance du dépistage précoce », explique le président Othmane Bourouba.

« Travailler avec les jeunes, dans le cadre de la prévention du Sida, représente un défi crucial, nécessitant une approche holistique et adaptée à leurs réalités. La mise en place de campagnes de sensibilisation constitue un élément clé de cette initiative. Ces campagnes sont conçues de manière à captiver l'attention des jeunes et cela, en utilisant des supports visuels attrayants, tels que des vidéos informatives ». Et d'explicitier davantage : « Pour maximiser l'impact, il est essentiel d'inclure une variété de messages et de médias adaptés aux divers contextes socio-culturels locaux. Il devient possible de créer des contenus qui résonnent avec le public ciblé

qui renforcera la pertinence des messages de prévention »

Selon M. Bourouba, « une composante essentielle de ces campagnes est l'offre de service de dépistage. Il est important de rendre ces services accessibles, confidentiels et sans stigmatisation. Des initiatives telles que le dépistage mobile ou des centres de dépistage communautaire (associatif) intégrés peuvent contribuer à surmonter les obstacles liés à l'accessibilité et à la lutte contre le tabou et la stigmatisation »

En parallèle, cette association a créé des supports éducatifs, notamment les dépliants orientés vers les besoins spécifiques des jeunes, des documents qui fournissent des informations claires et concises sur la prévention du Sida et l'importance du dépistage régulier.

La crainte d'être rejeté par la société

Selon le rapport national de la riposte, en 2021, en Algérie, pas moins de « 1400 enfants de moins de 15 ans parmi lesquelles 2000 nouvelles infections dont près 500 enfants sont sous traitement antirétroviral (Arv) ». Les chiffres déclarés sur le nombre de Personnes vivant avec le Vih reflètent-ils la réalité, sommes-nous tentés de dire ? Pas évident et M. Bourouba confirme notre doute. « Je pense que ces chiffres, comme d'ailleurs dans presque tous les pays du monde, ne reflètent que la face visible de l'iceberg, car les statistiques ne capturent souvent qu'une partie de la réalité de la pandémie du Vih/sida ».

Notre interlocuteur estime que « cette crainte peut décourager le dépistage volontaire. Il y a aussi le risque de discrimination. Celle-ci peut se traduire au travail, dans les établissements de santé et dans d'autres sphères



de la vie quotidienne. Cette peur peut ainsi dissuader les individus de se faire dépister. Certains peuvent craindre d'être jugés, en raison de croyances préexistantes liées à la sexualité, à l'usage de drogues ou à d'autres comportements associés au Vih. Et c'est en travaillant sur ces fronts qu'il est possible de créer un environnement plus favorable au dépistage du Vih, en surmontant les barrières liées à la stigmatisation et à l'évitement »

Quoi qu'il en soit, étant musulmane et traditionnaliste, la société algérienne, avec toutes ses franges, demeure, en majorité, rétive aux opérations du dépistage. Et c'est toujours lorsque le mal se manifeste, que le nouvel infecté va, paniqué, vers les structures hospitalières.



BENIN



EDUCATION A LA SEXUALITE AU BENIN

Par
Michaël TCHOKPODO

Les jeunes non scolarisés sont moins impliqués

Alors que les initiatives relatives à l'éducation et à l'accès à l'information sexuelle sont pour la plupart orientées vers les écoles ; les apprentis, artisans, manœuvres, enfants placés et les jeunes sortis du système scolaire ne sont pas en première ligne des bénéficiaires.

Initié par PSI Bénin depuis 1996, le programme « Amour et Vie » est destiné à promouvoir la santé de la reproduction des jeunes béninois de 15 à 24 ans en vue d'améliorer leur qualité de vie. Il incite ainsi les jeunes à s'impliquer dans toutes les étapes du processus de planification et de sa mise en œuvre. D'où le crédo : « Programme des jeunes pour les jeunes ». Il comporte trois

volets essentiels que sont : le magazine Print, l'émission radiophonique et le projet panthère. Ils sont soutenus par des activités de communication interpersonnelle se basant sur une approche de pair éducateur.

Ce programme, de grande portée, est essentiellement orienté vers les écoles sur l'ensemble du territoire bé-

ninois. Une initiative qui permet aux jeunes de participer activement aussi bien aux émissions radiophoniques qu'à l'édition du magazine. Au-delà, il existe des sessions « Amour et Vie » dans plusieurs écoles d'enseignement général du pays pour écouter les jeunes, les conseiller, les orienter et surtout les sensibiliser au dépistage précoce du VIH/Sida et des maladies infectieuses. Il s'agit d'une tribune d'échange et de partage de bonnes pratiques aux jeunes. Cela permet de mettre un accent particulier sur la santé reproductive des jeunes.

« J'ai bénéficié des conseils du programme Amour et Vie. J'ai eu beaucoup de conseils sur la sexualité, entre les pratiques à faire et celles à ne pas faire en tant de jeunes. Cela m'a permis de contrôler ma sexualité et de ne pas me laisser traîner dans des pratiques pouvant détruire ma vie », témoigne Guy Hounongbé, ancien élève du Collège d'enseignement général (Ceg) du Plateau.

« Nous n'en savons rien »

James Vianou est apprenti couturier à Abomey-Calavi au Bénin. « A part les comportements sexuels que je visionne dans les téléfilms, je n'ai jamais eu la chance de discuter de sexualité avec mes parents ou de bénéficier d'un accompagnement pour savoir comment m'y prendre », regrette-t-il.

Comme lui, Flore Olou, coiffeuse dans la même localité confesse : « tout ce que je sais au sujet de la sexualité provient de ce que je vois à la télévision, dans les feuilletons, sur les réseaux sociaux ou entre copines. Je n'ai jamais été dans un centre spécialisé pour recevoir ces

types d'information et eux non plus ne sont jamais venus vers moi ».

Si au Bénin, même avec le programme « Amour et Vie », toutes les écoles ne sont pas prises en compte, les adolescents et jeunes non scolarisés ou déscolarisés sont encore moins touchés. Dans leur rang, comme le confesse Flore Olou, il y a plusieurs jeunes femmes apprenties qui ont contracté des grossesses non désirées. « Nous sommes livrées à nous-mêmes. Nous ne sommes pas déjà assez instruites. Nous n'avons personne avec qui parler d'éducation à la sexualité, si ce n'est entre nous-mêmes », avoue-t-elle.

« La santé de la reproduction des jeunes, nous n'en savons rien. Nous voulons comprendre ces concepts et surtout savoir comment procéder. Nombreux parmi eux mènent une vie sexuelle pas souhaitable puisque nous en ignorons les répercussions », fait remarquer James Vianou. Pour cette frange de la société, elle n'a pas accès aux informations par le truchement de leurs parents. Car, ce type de dialogue n'est généralement pas instauré. Elle espère bénéficier des séances de sensibilisation pour réguler sa sexualité.

Le programme « Amour et Vie » se poursuit. Au-delà, d'autres initiatives doivent naître et davantage s'orienter vers les adolescents et les jeunes déscolarisés et non scolarisés afin qu'ils ne soient pas marginalisés. Par ailleurs, ils pourront bénéficier d'une éducation sexuelle efficace afin de préserver leur santé de la reproduction.



BURKINA FASO



Dr Miarisoa & abdoul Aziz

LES MOINS DE 18 ANS EXCLUS DE LA PREP

Par Boureima SANGA

Au Burkina Faso, des jeunes séronégatifs au Vih, issus des populations clés, donc exposés à un fort risque d'infection, utilisent de plus en plus la PrEP (Prophylaxie pré exposition), une stratégie de prévention. Cependant, les moins de 18 ans ne sont pas autorisés par la loi à recourir à cette méthode de prévention du Vih. Les acteurs souhaitent vivement l'élargissement de la PrEP à tous ceux qui en ont besoin, car les jeunes sont sexuellement actifs de façon précoce.

Georges Panebyame (Nom d'emprunt) est un Prepeur. Cela signifie qu'il est sous PrEP (Prophylaxie pré exposition), traitement de prévention destiné aux personnes séronégatives au Vih, mais exposées à un fort risque d'infection. Pair éducateur de son état, il se positionne comme un champion du centre Oasis de l'Association africain solidarité (Aas). Panebyame a découvert ce traitement préventif à travers la littérature et ses amis. Depuis un an, ce quadragénaire travaille à sensibiliser ses pairs à adhérer à la PrEP afin de prévenir le Vih. Au moins une soixantaine de personnes, y compris des jeunes de 18 ans, ont suivi ses conseils et ont adopté la PrEP. « Aux personnes réticentes, je leur dis, mieux vaut avaler des médicaments tous les jours pour se protéger que de les avaler tous les jours pour ne pas mourir. Avec la

PrEP, tu peux arrêter quand tu cesses d'être exposé », soutient-il.

Tout comme Panebyame, ils sont sept cent personnes issues des populations clés (travailleuses du sexe et hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes) à être sous PrEP au centre Oasis de l'Aas dont 400 hommes et 300 femmes. Ici, ce sont les pairs éducateurs qui font la promotion de cette stratégie de prévention du Vih. Ils sont, explique l'infirmier chargé des projets auprès des populations clés dudit centre, Abdoul Aziz Traoré, formés et équipés de brochures sur la PrEP. A leur tour sur le terrain, ils ont des réseaux au sein desquels ils passent des messages de sensibilisation et orientent ceux qui sont intéressés d'aller centre.

D'ailleurs, les acteurs sont unanimes à reconnaître que la PrEP peut aider à réduire l'infection chez les jeunes. Et pour cela, ils souhaitent son élargissement à ceux qui ont moins de 18 ans. « Il faut vulgariser la PrEP et l'ouvrir à tous ceux qui en expriment le besoin. Quand on regarde les nouvelles infections, ce sont des jeunes de 16 à 23 ans qui sont touchés. Malheureusement, selon la loi, les moins de 18 ans n'ont pas droit à la PrEP, c'est un sérieux problème », se désole l'infirmier Abdoul Aziz Traoré.

Pour Dr Miarisoa, cela fait mal au cœur de voir des jeunes de 15 à 17 ans exposés au Vihet qui n'ont pas droit à la PrEP. Pourtant, ils s'infectent. « J'espère qu'on pourra trouver un moyen pour que ces jeunes à risque puissent avoir accès à la PrEP », plaide Dr Miarisoa.

Pour se mettre sous la PrEP, il faut être éligible. L'évaluation des personnes intéressées est faite par le médecin Rajaonarivelo Andriamanana Miarisoa, par ailleurs coordonnateur du centre. C'est après un test et une analyse que le demandeur est déclaré éligible ou non à la PrEP. La promotion de cette stratégie de prévention du Vih se fait par des pairs éducateurs. Ils connaissent ceux qui ont le même risque qu'eux. « Nos cibles sont des groupes spécifiques. Quand ils viennent chez nous, la première des choses consiste à faire le test du Vih et en fonction du résultat, on oriente la personne en lui donnant toutes les directives à observer car tout traitement, s'il n'est pas suivi correctement, n'aura aucun effet », soutient Dr Miarisoa qui travaille dans le domaine du Vih depuis plus d'une vingtaine d'années.

La PrEP, selon les spécialistes, empêche le virus du Vih de se développer et de se fixer dès son entrée dans le corps. Ce qui permet à la personne de rester séronégative.

Oasis a été un centre pilote de l'introduction de la PrEP au Burkina Faso en 2018. Il était le seul site où on la pratiquait pour connaître l'acceptabilité et la faisabilité. Le bilan fut positif, à en croire, Dr Miarisoa. Cependant, la PrEP est adressée aux populations clés et aux couples sérodiscordants. Elle est prescrite uniquement aux personnes séronégatives de plus de 18 ans qui prennent régulièrement des risques par rapport au Vih. D'autres cibles, surtout des jeunes, sont aussi intéressées, mais n'y ont pas droit.

Des défis restent à relever

Les études ont révélé que malgré l'existence de la PrEP, certaines personnes n'ont pas accès à l'information. Aussi, elles montrent que la séroprévalence au niveau des groupes spécifiques est vraiment élevée. Selon le coordonnateur du centre de l'Association des jeunes pour la promotion des orphelins (Ajpo), Bernard Kaboré, de plus en plus, des jeunes scolaires ou étudiant(e)s qui ne sont pas forcément classés dans des groupes spécifiques ont des comportements à risque. En effet, des jeunes collégiens(ne)s, étudiant(e)s s'adonnent souvent à des partouzes à l'insu des parents et des adultes. Selon la presse, ces actes se produisaient dans des villas



Bernard Kaboré AJPO

huppées à Ouagadougou, la capitale. Ce qui fait dire au coordonnateur de l'Ajpo, M. Kaboré, que les jeunes sont des cibles à risque. Ainsi, sa structure, s'intéresse aux jeunes séronégatifs exposés à un fort risque d'infection. « Nous essayons de contacter les jeunes à risque et de faire des focus groupes pour les amener à connaître réellement l'existence de la PrEP et ses bienfaits », relate Bernard Kaboré.

Tout comme le centre Oasis, l'Ajpo dispose d'un centre où les jeunes peuvent se rendre pour la prévention et le traitement du Vih. Les produits sont sur place et gratuits. Elle organise des jeunes à risque, à savoir les Travailleuses du sexe (Ts) et les Hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (Hsh) en focus groupe de ravitaillement de 3 à 4 personnes ou un des jeunes, conseiller du groupe, peut venir se ravitailler et prendre les produits pour les autres.

A l'Ajpo, l'accent est mis aussi sur la promotion de l'autotest. Le gestionnaire des stocks, Mme Julie Compaoré, explique que les kits d'autotest sont beaucoup demandés par les jeunes. « Nous leur montrons comment faire l'autotest. Et nous leur disons qu'ils doivent partager avec nous les résultats obtenus. Certains nous reviennent avec leur bilan. En revanche, d'autres ne le font pas. Nous leur disons que le résultat partagé nous permet de mieux les orienter et de les conseiller », a indiqué Mme Compaoré.

Il faut signaler que la baisse de la sensibilisation au sein de la population générale inquiète certains acteurs quant à l'atteinte de l'objectif d'élimination du Vih d'ici à 2030.



Julie Compaoré

BURUNDI



L'ÉDUCATION SEXUELLE TOUJOURS TABOUÉ DANS LES FAMILLES

Par Arsène NGABIRANO

Au Burundi, les jeunes font face à divers défis en matière de santé, notamment les Infections sexuellement transmissibles (IST) et le VIH/Sida. Malgré les efforts déployés par le gouvernement et les partenaires au développement, les jeunes et adolescents restent moins informés. Cela est dû en partie à l'éducation sexuelle qui manque à la source dans les familles. Et ceci n'est pas sans conséquences.

Les adolescents, surtout dans le milieu rural, disposent de très peu d'informations ou de mauvaises informations sur la sexualité. A titre d'exemple, certains d'entre eux restent convaincus qu'il faut passer à l'acte sexuel avant le mariage pour pouvoir être performants quand il sera temps de se marier. Pour plusieurs jeunes, à cause des pornographies visionnées, le sexe équivaut au plaisir seulement. Ils n'ont pas cette sensibilité sur les conséquences qui peuvent en résulter. D'autres pensent que rester vierge jusqu'au jour de son mariage est une honte.

Certains préfèrent mentir qu'ils ne le sont pas juste pour être acceptés par leurs pairs.

C'est rare de trouver des discussions ouvertes sur la sexualité, même au sein de familles. Certains forums ou rencontres organisés par des organisations ou églises autour de la sexualité ne sont pas vus d'un très bon œil. Les adolescents et jeunes qui osent poser des questions qui ont trait à la sexualité à leurs parents se retrouvent souvent dans l'embarras. Ainsi donc, en l'ab-

sence d'informations fiables, ils accumulent les rumeurs.

Quelles retombées ?

Les conséquences qui résultent du manque de communication entre parents et enfants sont légion. « Sur internet, il y a beaucoup d'informations qui ne sont pas conformes à la réalité. A titre d'exemple, des adolescents peuvent regarder la pornographie et avoir une conception erronée de ce qu'est la sexualité », explique la psychologue et socio-anthropologue, Odette Nibigira. Elle continue en soulignant qu'une jeunesse non sensibilisée sur la sexualité par les parents est une jeunesse exposée. « Une jeune fille qui n'a pas été entretenue par ses parents sera facilement trompée par un homme ou un garçon au nom de l'amour », affirme-t-elle.

Selon toujours elle, une telle jeunesse pourrait rater sa destinée à cause du manque d'informations sur la sexualité, car parmi les conséquences des grossesses non désirées il y a, par exemple, les abandons scolaires, les mariages par contrainte, etc.

« Le manque d'informations sur la sexualité affectera aussi les futurs foyers de ces adolescents, parce que la plupart y arrivent ayant déjà eu des expériences qui ont sûrement négativement affecté leurs sentiments. Ainsi, quand bien même ils sont mariés, ils sombrent dans la comparaison », conclut-elle.

Pour le docteur Fabrice Elysée Nahimana, quand l'éducation sexuelle manque à la base, les enfants vont l'avoir à travers d'autres canaux. « Malheureusement, comme ils n'en savent rien d'avance, ça va de pair avec certaines conséquences comme le vagabondage sexuel, les grossesses non désirées, les avortements clandestins, les IST, le VIH, les hépatites, le cancer du col de l'utérus, etc. Ainsi donc, les familles sont ruinées, car

elles enregistrent des charges supplémentaires. Certaines de ces maladies peuvent conduire à la stérilité. Pire encore, à la mort », explique-t-il.

Comment y remédier ?

Selon la blogueuse Dacia Munezero, le cadre familial n'est pas toujours le lieu idéal pour aborder la sexualité, parce qu'il s'agit d'un sujet intime, où les enfants ne sont pas toujours à l'aise pour partager leurs pensées sur la sexualité avec leurs parents ou parce que la culture ou les croyances religieuses n'incitent pas à la liberté de parole.

Mais pour Alexis Ndayizigiye, psychologue et expert en éducation-apprentissage, il est de la responsabilité des parents d'apprendre à créer un climat de confiance où l'on peut parler de tout.

Les parents devraient devancer la technologie, la rue et l'école en matière d'éducation sexuelle, car l'enfant garde toujours le premier message. Des forums pédagogiques pour parents sur la sexualité devraient être organisés afin d'outiller les parents pour qu'ils puissent à leur tour être capables de parler à leurs enfants dans un langage fluide dès leur petit âge. Les parents doivent être formés sur quoi dire, quand le dire et comment le dire afin que toutes les instances de socialisation conjuguent leurs forces pour une bonne éducation des adolescents et jeunes en matière de sexualité.

En somme, briser les tabous et fournir des informations précises sur la santé sexuelle et reproductive est essentiel pour permettre aux adolescents et aux jeunes de prendre des décisions éclairées et de protéger leur avenir.



CAMEROUN



ADOLESCENTES ET JEUNES FEMMES VULNERABLES

Par Prince MPONDO

Focus sur l'initiative Education Plus pour prévenir le Vih

Selon les données de l'étude Spectrum 2022 publiées en 2023, les femmes de plus de 15 ans représentaient 64,1% du total des 480 000 Personnes vivant avec le Vih au Cameroun. Une situation préoccupante qui a amené les dirigeants du pays à adhérer à l'Initiative Éducation Plus, en plus des actions d'envergure que mènent diverses associations à base communautaire et des femmes et jeunes filles vivant avec le Vih.

Le Cameroun est confronté à une épidémie mixte, à la fois généralisée et concentrée dans les populations clés à haut risque d'infection par le Vih. Au rang des personnes à haut risque, figurent, en bonne place, les femmes et les jeunes filles. Les données officielles du pays sur l'incidence du Vih indiquent que les femmes et les filles représentaient 49 % de toutes les nouvelles infections au Vih en 2021. Les estimations de Spectrum 2023, pour l'année 2022, indiquent, quant à elles, 9.900 nouvelles infections avec un taux d'incidence de 0,36%.

Le groupe d'âge des 15-24 ans représentait plus de 26 % (2.600) des nouvelles infections, et celui des 10-19 ans environ 12 % (1.200). Dans le groupe d'âge 10-19 ans, il y avait environ onze fois plus de nouvelles infections chez les jeunes filles (1100) que chez les jeunes garçons (100), tandis que dans le groupe d'âge 15-24 ans, le ratio était réduit à un garçon pour trois filles. La différence très importante entre les garçons et les filles dans le groupe d'âge 10-19 ans s'explique par une infection précoce et disproportionnée par la transmission

sexuelle chez les filles de 15-19 ans, en raison de l'âge précoce de l'activité sexuelle, des relations sexuelles intergénérationnelles, en particulier des relations sexuelles transactionnelles, et de l'utilisation faible et irrégulière du préservatif dans ce groupe d'âge.

Pour faire face à cette situation, et conscient du fait que l'enseignement secondaire offre une protection aux adolescentes et aux jeunes femmes contre le Vih, le Premier Ministre, Chef du gouvernement, a lancé, en juin 2021, à Yaoundé, l'Initiative Education Plus. Dirigée conjointement par l'Onusida, l'Unesco, l'Unfpa, l'Unicef et Onu Femmes, ainsi que la société civile, les chefs de gouvernement et les partenaires du développement, l'Éducation Plus est une campagne de plaidoyer politique de haut niveau en faveur d'actions holistiques et multisectorielles et d'investissements renforcés pour prévenir le Vih chez les adolescentes et les jeunes femmes. Cette initiative répond au nombre alarmant d'adolescentes et de jeunes femmes qui contractent le Vih et meurent du Sida en Afrique subsaharienne, entre autres menaces pour leur survie, leur bien-être, leurs droits humains et leurs libertés fondamentales. L'objectif d'Éducation Plus est de garantir que chaque adolescente ait accès à un ensemble de mesures d'autonomisation de base ancrées dans les principes féministes reposant sur cinq piliers à savoir : un enseignement secondaire gratuit et de qualité pour toutes les filles et tous les garçons d'ici 2025, l'accès universel à une éducation sexuelle complète, à l'école et en dehors de l'école, la réalisation de la santé et des droits sexuels et reproductifs, y compris l'accès aux services connexes - notamment pour le dépistage, la prévention, le traitement et les soins du Vih, la prévention de la violence sexiste et sexuelle et l'élargissement de l'accès aux services destinés aux survivants et l'assurance de la transition entre l'école et le travail pour l'autonomisation économique des jeunes femmes. Suivant les informations collectées auprès des autorités et du bureau pays de l'Onusida, plusieurs activités ont été jusqu'ici menées dans le cadre de la mise en œuvre de cette initiative.

Dans la foulée, on peut citer, entre autres, la création du comité interministériel, l'organisation des ateliers de sensibilisation et de mobilisation des parties prenantes, l'élaboration d'une feuille de route nationale 2022-2025 découlant des priorités identifiées, lors des travaux sur la théorie de changement tenus avec la participation des différents secteurs, organisations de la société civile, leaders religieux et traditionnels engagés. L'on note également la circulaire du Ministre des enseignements secondaires sur la gestion des grossesses en milieu scolaire et l'élaboration du draft du document projet de l'initiative éducation + et budgétisation de la feuille de route et des communications spéciales lors du salon Africain de l'éducation tenu en 2022. Les réunions du Comité interministériel, la mise en œuvre des activités des différents secteurs et la revitalisation de la plateforme des partenaires du système des nations unies, sont des actions majeures menées en 2023, avec comme pers-

pective, l'intensification de la communication sur cette initiative qui positionne l'enseignement secondaire non seulement comme un droit, mais aussi comme une voie essentielle pour que les adolescentes et les jeunes femmes soient protégées contre le Vih.

Des associations se mobilisent

Pour soutenir cet objectif, plusieurs associations se mobilisent à travers diverses actions. Mme Evelyne Macaps, pair éducatrice, est responsable de Hope for vulnerable children association (Hovuca). Elle explique ses actions en faveur des filles et jeunes femmes scolarisées et non scolarisées. « Nous donnons aux adolescents des connaissances sur l'éducation sexuelle complète. Nous insistons sur l'égalité de sexe, comment prévenir les violences basées sur le genre, comment prévenir les grossesses non désirées, l'Hygiène et la gestion menstruelle, comment prévenir le Vih, l'émancipation économique ». Le Réseau camerounais des adolescents et jeunes positifs (RéCAJ+) s'active sur le terrain de la pair-éducation, de la dispensation avec pour objectif principal d'augmenter durablement l'observance thérapeutique et la rétention aux soins, des plaidoyers en direction des décideurs. C'est dans ce même cadre que l'association d'entraide et d'assistance des mères (Aeam) se déploie aussi sur le terrain à travers de nombreuses actions parmi lesquelles, la formation ou l'apprentissage des jeunes filles non scolarisées du milieu rural aux petits métiers qualifiants. Lesdites formations menées en collaboration avec le Ministère de la promotion de la femme et de la famille portent, entre autres, sur la fabrication de l'eau de javel, du savon, des teintures et les techniques de culture d'Okok. Selon Blandine Lema, coordonnatrice de cette association, il est question d'autonomiser et de combattre la pauvreté qui est l'un des facteurs majeurs de vulnérabilité et d'exposition des jeunes filles au Vih. « Du fait de leur pauvreté matériel, les jeunes filles, celles du milieu rural en particulier, se retrouvent facilement entre les mains des camionneurs et des conducteurs de motos taxi qui sont parmi les moteurs de l'épidémie du Vih. Notre action a permis à plusieurs jeunes filles, autrefois vulnérables, d'avoir leur autonomie financière à travers la vente de leurs produits », explique-t-elle, avant d'ajouter : « en dehors de la formation, nous organisons aussi régulièrement les causeries éducatives individuelles et en groupe sur l'éducation sexuelle pour non seulement briser les stéréotypes, mais surtout, prévenir le Vih et les autres Ist et Mst. Les séances de dépistage volontaire et gratuit suivies de la mise sous traitement des cas positifs, la distribution des préservatifs et les séances de témoignage à visage découvert renforcent les autres activités de nos axes d'intervention ».

Il convient de préciser que toutes ces actions ont profité à des centaines de filles et jeunes femmes qui présentent un risque élevé d'exposition au Vih du fait parfois de leur faible niveau d'éducation et du manque des ressources financières nécessaires à la satisfaction de leurs besoins élémentaires et essentiels.

REP. DE CONGO



L'INSUFFISANCE DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION DES JEUNES DÉPLORÉE

Par Wilfrid
DIANKABAKANA

La République du Congo, comme tous les pays de la région Afrique de l'Ouest et du centre (Aoc) n'est pas épargnée par l'augmentation des taux de prévalence au niveau des jeunes dont la tranche d'âge varie entre 15 et 25 ans.

Selon le rapport de la mission du Fonds mondial contre le Vih-Sida, le nombre de Personnes vivant avec le Vih est estimé à 140.000 dont 37.000 sont sous traitement en République du Congo. Cependant, la catégorie de personnes la plus touchée est celle des jeunes filles et adolescents dont l'âge varie entre 15 et 25 ans.

Pour Jean Pierre Mahoungou, coordonnateur du Réseau national des Associations des positifs du Congo (Renapc) « les estimations vont de 110.000 à 140.000 personnes et le pays doit aller à plus 90.000 autres personnes à mettre sous traitement »

Le constat à faire, il n'y a pas de stratégie de prévention dans toute la population, mais elle se fait auprès des populations à risque.

Au Congo, le taux de contamination auprès des jeunes a augmenté et pour cause : les relations transactionnelles et intergénérationnelles non protégées à cause de la pauvreté, l'accès insuffisant à l'information. Ainsi les adolescentes en Afrique de l'Ouest et du Centre restent vulnérables

« Je m'étais rendu compte que je suis séropositive à l'âge de 19 ans. J'avais eu ma première relation sexuelle à 17 ans avec un homme de 40 ans à cause de la pauvreté de mes parents », a déclaré Sinthia Lenga, membre d'une association qui lutte contre le Vih-Sida et aujourd'hui âgée de 26 ans.

« Les campagnes de sensibilisation sur le Sida auprès

Ensemble, préparons un monde **SANS SIDA ni VIH**

des jeunes filles et garçons (entre 15 et 25 ans) semblent être insuffisantes contrairement aux campagnes de vaccination. Donc, je pense que les gouvernants, en synergie avec les associations qui luttent contre cette maladie, doivent travailler, main dans la main, pour prévenir le Vih, sinon, il nous sera difficile d'atteindre notre objectif : celui de l'élimination du Vih-Sida d'ici à 2030 », a déclaré J.P Mahoungou, coordonnateur du Renapc.

Selon les chiffres des autorités compétentes, en République du Congo, dont la population est estimée à plus de cinq millions d'habitants, le taux de séroprévalence de l'infection à Vih est de 4,8% pour les femmes âgées de 15 à 49 ans et de 1,9% pour les hommes appartenant à la même tranche d'âge.

Le rapport 2022 du Programme national de lutte contre le Vih/Sida et les Infections sexuellement transmissibles (Phis/Ist), mentionne que 32 % des Personnes vivant avec le Vih au Congo sont sous traitement antirétroviral et 25% des personnes sous traitement antirétroviral ont une charge virale indétectable

La jeunesse au cœur de la sensibilisation

« Au Congo, la méconnaissance de la gravité de la maladie par les jeunes observée sur le terrain a incité le Réseau national des Associations des positifs du Congo (Renapc), parmi ses actions, à mettre l'accent sur l'ignorance des jeunes en organisant des campagnes de sensibilisation dans des écoles. Et comme dans la sous-région Afrique de l'Ouest et du centre, nombreux sont les jeunes congolais à être mal informés, que ce soit en matière de dépistage, de moyens de protection et de risques de transmission », a déclaré le coordonnateur du Renapc.

« Les jeunes congolais, considérés comme une population à risque, au regard de leur méconnaissance de la gravité de la maladie, pourraient profiter de la nouvelle stratégie des autorités pour lutter contre le Vih/Sida. Celle-ci se base sur la mise en œuvre d'interventions diversifiées dans le domaine de la prévention et de la prise en charge globale du Vih-Sida», pense Alain Locko, pair éducateur.



CÔTE D'IVOIRE



Kouamé Akissi Viviane en train d'entretenir des jeunes au cours d'atelier



Drouyahi José en pleine campagne de sensibilisation des élèves dans un collège

VIVIANE KOUAME, PRESIDENTE DU RESEAU DES JEUNES AMBASSADEURS

Par
Coulibaly Zié Oumar

« Pour les jeunes ivoiriens, l'infection à VIH est une maladie d'époque »

Les nouvelles infections à VIH en Côte d'Ivoire, même si elles sont en baisse, demeurent une préoccupation dans la population jeune au point que les associations de jeunesse appellent à une densification des actions de prévention.

Les jeunes ivoiriens ont-ils conscience du danger de l'infection à VIH ? « Non ! Pour eux l'infection à VIH est une maladie d'époque. Ce n'est pas d'actualité », répond Mlle Viviane Kouamé, présidente du réseau des Jeunes Ambassadeurs. Pour elle, les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas une conscience claire de ce qu'est le VIH. Pourquoi ? Selon elle, ces derniers « n'ont pas connu les grandes sensibilisations du début des années 2000, où on faisait de grandes publicités, de grandes affiches, où partout, on en parlait, à la radio, à la télévision. Il y avait des causeries éducatives dans les cités, où on en parlait de manière régulière. Tout le monde savait que le Vih/ Sida était une maladie qu'il fallait éviter. Comme moyen pour pouvoir éviter cette maladie, il y avait le préservatif et l'abstinence. La génération d'aujourd'hui, n'a pas forcément toutes les informations ».

C'est aussi l'avis de Drouyahi José, Responsable communication du Réseau ivoirien des jeunes contre le Sida (Rijes). Une structure regroupant plusieurs associations sur toute la Côte d'Ivoire. Ce dernier pense que les jeunes n'ont « pas forcément une image de ce que le Sida peut faire à l'homme. Donc le risque est encouru sans trop de soucis ». « Rare sont les jeunes, a-t-il poursuivi, qui ont déjà vu une perspective grabataire du fait du Sida. Cela fait qu'il n'y a pas de prise de conscience du réel danger que représente le VIH ».

38% de taux d'utilisation du préservatif chez les jeunes
En effet, suivant une enquête de l'Agence ivoirienne de marketing social (Aimas) en 2021, il est révélé que « 38,4 % (contre 35,9 % en 2016) des jeunes sexuellement actifs ayant eu des partenaires sexuels réguliers



Les jeunes vainqueurs de la première phase du jeu « A l'assaut du Sida » après avoir reçu leur récompense. (Ph ministère de la santé)

non-époux/épouse/épouse affirment avoir utilisé systématiquement le préservatif au cours des 12 derniers mois. En ce qui concerne les rapports occasionnels sur la même période, respectivement, 57,1 % et 75,9 % de ces jeunes ont affirmé avoir utilisé systématiquement le préservatif avec les partenaires, non-commerciaux et commerciaux. Ces chiffres étaient respectivement de 64,9 % et 81,0 % en 2016 ».

Cette tendance de la sous-utilisation du préservatif est corroborée par l'Enquête démographique de santé (Eds 2021) de la Côte d'Ivoire. Selon cette étude, le pourcentage des femmes de 15 à 19 ans, ayant eu 2 partenaires sexuels ou plus au cours des 12 derniers mois et ayant déclaré qu'un condom avait été utilisé au cours des derniers rapports sexuels était de 3,9 %. Pour les 15 à 24 ans, le taux était de de 4,6 % et pour les 20 à 24 de 5,1 %. Soit une moyenne de 4,5 %.

De même, l'enquête poursuit pour instruire que le pourcentage « parmi les femmes qui ont eu des rapports sexuels au cours des 12 derniers mois avec une personne qui n'était ni leur mari, ni le partenaire avec qui elles vivaient et ayant déclaré qu'un condom avait été utilisé au cours des derniers rapports sexuels avec cette personne », était pour la tranche d'âge de 15 à 19 ans de 31,8 % ; 15 à 24 ans : 26,9 % et 20 à 24 ans : 21,6 %. Soit une moyenne de 26,7 %.

Au regard de ces deux études, on peut constater que les jeunes utilisent peu le préservatif et qu'ils sont en nette recul celles et ceux qui l'utilisent au fil des années. C'est dire que la prise de conscience chez ces jeunes devient préoccupante. Surtout avec le concept de « la tontine sexuelle » qui consiste pour certains élèves à se cotiser pour louer une chambre d'hôtel pour s'adonner à des ébats sexuels sans protection et filmés. Ce qui explique ce chiffre alarmant de 7340 (certes en baisse de 63% depuis 2010) nouvelles infections en 2022 dans la tranche d'âge de 15 ans et plus, selon l'analyse du spectre 2022 publié par le Programme national de lutte contre le Sida (Pnls) en 2023.

Alors que faire pour inverser les tendances ? Sans doute, intensifier la sensibilisation avec tous les canaux

possibles, notamment le digital, selon les acteurs de la jeunesse.

L'approche gaming

L'utilisation du digital ou l'approche gaming pour informer les jeunes sur le VIH, c'est ce qu'a initié José Fardon, directeur général de Simply Your Life (Syl), chef du projet de « A l'assaut du Sida », une plateforme ludique qui sensibilise sur les IST et le VIH/Sida. C'est avec l'appui du ministère de la Santé de Côte d'Ivoire et du bureau pays de l'ONUSIDA en Côte d'Ivoire. « Nous sommes à la troisième édition. Ce jeu est parti d'une réflexion entre le ministère de la Santé, l'ONUSIDA et le groupe Syl. Nous voulions toucher les jeunes. Nous cherchions comment pouvoir parler de cette thématique avec notre nouvelle génération qui est dans une bulle. Et qui est beaucoup consommatrice des réseaux sociaux ou de jeux vidéo, de smartphones... C'est ainsi que nous avons opté pour ce système qu'on appelle la gamification qui utilise les mécanismes de jeux vidéo pour pouvoir faire passer des messages et régler des problématiques ».

Le jeu englobe toutes ces thématiques (prévention, traitement, soins et soutien, lutte contre la stigmatisation des Personnes vivant avec le VIH et les populations clés) « Depuis l'année dernière, nous avons élargi le contenu pour y inclure la santé sexuelle et reproductive, la planification familiale, l'équité de genre, la violence faite aux femmes », a souligné Henk Van Renterghem, Directeur pays de l'ONUSIDA.

« Il s'agit à travers ce jeu, de leur (les jeunes, Ndlr) dire que le VIH existe et qu'ils doivent se protéger lors de leurs premiers rapports sexuels », a indiqué, pour sa part, Prof Mamadou Samba, directeur général de la Santé.

« Après avoir découvert ce jeu, j'ai compris qu'il faut que je me protège lors de mes rapports sexuels. Ce que je ne faisais pas avant », s'est engagée Kmp, étudiante à l'UCAO.

Accès des jeunes à la Prep

Pour autant, Drouyahi José du RIJES propose d'aller plus loin. Selon lui, « aujourd'hui, les jeunes n'ont pas peur du VIH. Parce qu'ils savent, pour la plupart, qu'il existe un traitement ARV qui maintient la personne séropositive dans de bonnes dispositions vitales ». Pour cela, il demande une intensification des interventions à des niveaux très stratégiques, tels que « la promotion et l'accessibilité à la PrEP (Prophylaxie pré-exposition au VIH) pour réduire les nouvelles infections ; l'accès au dépistage des moins de 16 ans sans assentiment parental pour la prise en charge rapide des adolescents infectés ; la production de séries télévisées ado et jeunes (très utiles car les films influencent) ; l'intensification des programmes de communication pour le changement social et comportemental ».

Une multitude de propositions qui gagneraient à être étudiées de près afin de se pencher efficacement sur cette reprise latente du VIH dans la jeunesse ivoirienne.

GABON



LE GABON FACE AU DÉFICIT D'INFORMATIONS CHEZ LES ADOLESCENTS ET LES JEUNES

Par Sybille MENGUE

En dépit des avancées engrangées dans la riposte au Vih/Sida au Gabon, les adolescents et les jeunes font face à un déficit en termes d'accès à l'information. Selon des spécialistes, il est nécessaire de sensibiliser cette cible sur l'éducation sexuelle, surtout que la plupart d'entre eux ont des comportements à risque.

Dans sa réponse au Vih, le Gabon a adopté différentes initiatives. En témoignent, entre autres, la politique de gratuité des tests de dépistage et des antirétroviraux (Arv) depuis 2005 ou encore la décentralisation des services de soins et la prise en charge totale de la femme enceinte séropositive. Mais, il reste le problème des jeunes, qui, en dépit des avancées significatives notées, sont face à un déficit en termes d'accès à l'information, selon les avis des spécialistes qui n'ont pas manqué d'émettre des pistes de solutions. « Ces dernières années, les jeunes au Gabon n'ont pas réellement accès aux informations relatives à la riposte au Vih/Sida », a d'emblée déclaré Pasteur John Onanga, président du Réseau des organisations de jeunesse africaine leader des Nations-Unies et de l'Association des jeunes affectés et infectés par le Vih/Sida.

Force est de constater, qu'en dépit de la multiplication des stratégies de communication, à travers les réseaux sociaux, les médias audiovisuels et autres, l'accent n'est pas suffisamment mis sur l'information relative aux Maladies sexuellement transmissibles et au Vih/Sida.

« Il y a certes de petits programmes mis en place pour la sensibilisation et l'information des jeunes, mais il n'y a pas assez de présence, comme ce fut le cas à une certaine époque, avec l'ex-Première Dame, Édith Lucie Bongo Ondimba, où on pouvait parler de saturation à ce niveau. Il n'y a pas non plus un accent particulier comme ça été le cas avec la Covid-19. C'est vraiment la difficulté à laquelle, nous, organisations de la société civile, faisons face », a-t-il souligné.

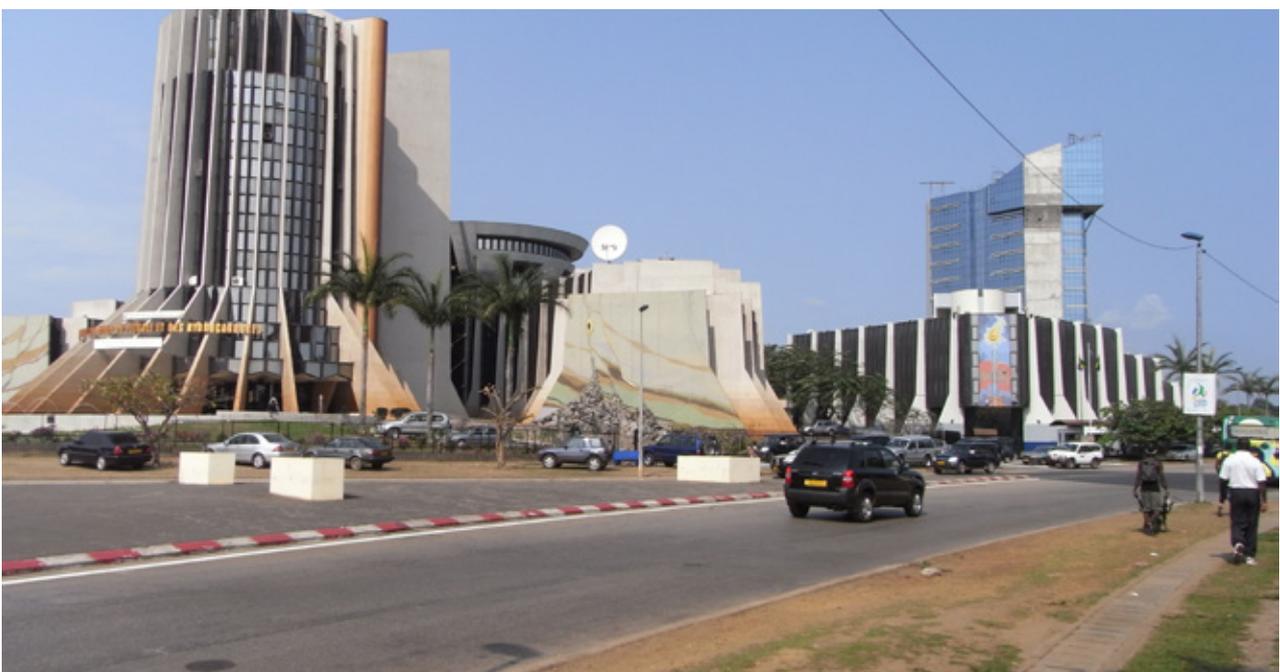
Le Vih affecte de plus en plus les jeunes, surtout la tranche d'âge de 9 ans jusqu'à 25 ans la plus exposée, comme l'a souligné le Docteur Éphrem Mbou Ekambou, également Président de l'Ong « Les chirurgiens de l'espoir ». Il a également décrié le manque de sensibilisation

auprès de cette tranche de la population dans les différents canaux de communication.

« Nous remarquons qu'avec la montée de l'intelligence artificielle, des technologies de l'information et de la communication, les jeunes ont de plus en plus accès aux images à caractère pornographique qui ont modifié leurs comportements sexuels et sont de plus en plus livrés à des pratiques sexuelles peu orthodoxes plutôt qu'à une sensibilisation sur le Vih ce qui augmente les risques de contamination », a-t-il souligné.

Autant de réalités décriées qui peuvent être solutionnées, car l'accès à l'information, à la sensibilisation auprès des populations et notamment des adolescents et des jeunes reste le canal par excellence pour prévenir et faire reculer le Vih. « Il faudrait qu'il y ait plus de programmes allant dans ce sens, par exemple à la télévision où on ne parle du Vih que lors de la journée mondiale de lutte contre la maladie. Ou encore dans notre association où nous avons initié un programme pour le 1er sommet des jeunes leaders sur le Vih/Sida pour réunir les Osc engagées dans la riposte dans les 9 provinces du pays, afin d'établir les bonnes stratégies pour mieux véhiculer l'information auprès des jeunes », a expliqué le Pasteur John Onanga.

L'autre piste de solutions pour un meilleur impact auprès de la jeunesse, c'est la sensibilisation à l'éducation sexuelle. « Il faut inciter les jeunes à utiliser le préservatif qui reste encore l'outil qui aide à se protéger contre les Mst et le Vih/Sida. Il serait également judicieux d'imposer un contrôle parental sur les programmes télévisés et autres, de favoriser des groupes de paroles dans les établissements scolaires et que les professionnels de santé soient disponibles à y intervenir, ainsi que dans les plateaux télé pour expliquer la pertinence de la maladie et des infections », propose le Docteur Éphrem Mbou Ekambou.



GUINÉE



PREVENTION DU VIH CHEZ LES ADOLESCENTS ET LES JEUNES

Par Moussa Iboun
KONTE

Plaidoyer pour intensifier les campagnes d'information et de sensibilisation

Ces dernières années, avec l'apparition de certaines infections virales telles Ebola et le coronavirus, nombreux, le Vih/Sida semble reléguer au second plan. D'ailleurs, malgré les efforts fournis, cette maladie continue de faire des victimes, notamment chez les adolescents et les jeunes.

Madame Diallo Kadiatou Bodje est la présidente du Réseau guinéen des associations de personnes infectées et affectées par le VIH-Sida (Regap +). Dans son centre de dépistage et de distribution d'antirétroviraux (Arv), qui se situe dans un quartier de Sonfonia gare, elle reçoit, parfois, des jeunes qui viennent volontairement faire le dépistage. Elle soutient que cette attitude est bien le résultat d'une longue campagne d'information et de sensibilisation sur le Vih auprès des jeunes avec le dépistage dans les écoles. Les adolescents sont généralement pris en charge par l'Ong Msf, rappelle-t-elle.

Cependant, il n'existe pas, pour le moment, en Guinée de réseaux qui s'occupent de manière spécifique des jeunes vivant avec le Vih, à l'instar des autres pays. A rappeler que la stigmatisation constitue un frein à la lutte contre la pandémie. Et pour faire face à ce handicap majeur, la présidente du Regap + préconise l'acceptation, le soutien des Personnes vivant avec le Vih et surtout le dépistage volontaire à temps pour tout un chacun. De surcroît en favorisant et en encourageant le dépistage communautaire. Même si des cours portant sur le Vih/Sida sont désormais dispensés dans les écoles, l'intensification des campagnes d'information et de sensibilisation des adolescents et des jeunes demeure une priorité pour réduire sensiblement leur vulnérabilité face à la pandémie.

Concernant le cadre juridique, la présidente du Regap + rappelle que les législateurs ont bien prévu des lois qui protègent et condamnent les Personnes vivant avec le Vih/Sida. C'est l'exemple de la loi L 0 25 qui a été adoptée le 12 janvier 2024 et qui attend sa promulgation par le chef de l'État et sa vulgarisation au niveau national. Cette loi protège et condamne à la fois les personnes qui propagent intentionnellement la maladie. Elle contrôle également et recadre la lutte et la prise en charge des malades.



Madame Diallo Kadiatou Bodje est la présidente du Réseau guinéen des associations de personnes infectées et affectées par le VIH-Sida (Regap +)

En fin de compte, Mme Diallo déplore le fait que l'accès des jeunes à une information de qualité, fasse défaut. Selon elle, il y a moins d'associations de jeunes qui font des causeries éducatives, sauf au sein de certaines structures sanitaires appuyées par des partenaires comme Msf. « Généralement, les maisons de jeunes ne font pas de causeries dans ce sens. Et les adolescents ne sont pas pris en compte dans les séances de sensibilisation et d'information dans le cadre du Vih/Sida », a-t-elle ajouté.



GUINÉE ÉQUATORIALE



NADIE CONOCE MÁS A LA POBLACIÓN CLAVE QUE LA MISMA POBLACIÓN CLAVE, POR LO QUE, NO DEBEN ESTAR AL MARGEN EN EL PROCESO DE LAS ESTRATEGIAS PARA ERRADICAR EL VIH-SIDA.

Así de contundente aseveró Ángel Custodio Micha, director de la Empresa Nfumu Projects&Consulting, una Gestoría de Proyectos y de Investigaciones Humanística y miembro de la comunidad LGTBQ+. A través de su propia investigación comparte su experiencia revelando las deficiencias encontradas en la lucha contra el VIH-SIDA en Guinea Ecuatorial sobre todo en los jóvenes y en la población clave.

El investigador en temas sociales, tras su investigación en el año 2023. “ Sobre Conocimientos, Actitudes y Prácticas del uso de Preservativos en los Jóvenes”. En base a esta investigación determina deficiencias en la utilización del preservativo, tanto en la población en general como en la población clave. Situación que dificulta para frenar infecciones de transmisión sexual y el VIH-SIDA en Guinea Ecuatorial.

Es necesario adoptar nuevos mecanismos en la lucha contra el VIH-SIDA.

Los mecanismos tienen que cambiar, y si no cambian los mecanismos parecerá que no se está haciendo nada “ Nadie conoce más a las personas de LGBT que ellos mismos, nadie conoce más a las y los trabajadoras sexuales que ellos/as mismas. La cuestión es dejarles ser partícipes en el proceso de elaboración de las estrategias de trabajo relacionado al VIH-SIDA en sus grupos poblacionales. Y es necesario que haya una estrecha colaboración. Si no hay esta colaboración no puede haber efectividad en la lucha contra el VIH-SIDA en Guinea Ecuatorial” aseguró Angel Custodio Micha.

Sin embargo, aconsejó que para llegar a esta colaboración el Gobierno debe adoptar mecanismo de apoyo para cada grupo de Población Clave y por separado, no todos los grupos de la población clave tienen los mismos problemas y deficiencias, no se puede mezclar procedimientos y mecanismos de trabajo, por eso es importante el diálogo. Y ante esa situación “es necesario y pertinente que el Gobierno dé el primer paso y se ponga a entablar conversaciones respetuosas y estratégicas para trabajar con grupos poblacionales clave de Guinea Ecuatorial”.

El sexo debe dejar de ser tabú, para frenar enfermedades de transmisión sexual

Según el investigador de temas sociales el sexo debe dejar de ser tabú en nuestra sociedad. “ El mayor obstáculo de la población clave y la población en general frente a las enfermedades de transmisión sexual en Guinea Ecuatorial; es por el simple hecho de que en nuestra sociedad el sexo sigue siendo tabú. Cuando el sexo es tabú todo lo relacionado al sexo también viene a ser tabú y las enfermedades de transmisión sexual se contagian a través de las relaciones sexuales”.

El problema con la población clave contra el VIH-SIDA y enfermedades de transmisión sexual

“La población clave no es igual como cualquiera otra población, hay mecanismos especiales e individuales para llegar a ellos; y en eso precisamente faya el gobierno y los organismos Internacionales, incluido Naciones Unidas Guinea Ecuatorial. Porque se ha querido llegar a ellos de la misma manera en la que se llega a cualquier población; y no puede ser. La población clave no es cualquier población; son minorías sociales que tienen problemas específicos que necesitan mecanismos de abordaje específicos. Es lo mismo que pasa con las

personas de LGBT porque en primer momento están dentro de una situación discriminatoria, ya sea dentro de sus familias o en la sociedad. Y una persona con la moral baja ¿cómo se le debe tratar? Lo mismo con las trabajadoras sexuales y otros grupos minoritarios que son discriminados. Si existe en el país una estructura de trabajadoras sexuales; para hacer maquinar cualquier estrategia de sensibilización a este grupo se deben contar con esa estructura desde el proceso cero hasta la ejecución; porque esa estructura es la que conoce a su grupo”. Lo mismo recomiendo para el abordaje del VIH-SIDA en la población joven y el resto de la población. El Ministerio de Sanidad y Bienestar Social debe contar con las ONGs locales para que sean ellos los partícipes y protagonistas de los mecanismos de abordaje de temas como VIH-SIDA, porque son las únicas estrategias que saben como llegar a la población, el Ministerio no.

Los jóvenes carecen de información sobre el VIH-SIDA y enfermedades de transmisión sexual

“ Me he dado cuenta, que la falta de información que tienen los jóvenes es un hecho que puede causar el elevado índice de contagio que tenemos en el país. Lo que lleva a cuestionar severamente parece que no llega o cala en los jóvenes. También puede ser dos situaciones; primero; que los medios de transmitir la información no son los adecuados; esa información no pasa a través de las vías de confianzas de los jóvenes (las ONGs, asociaciones, grupos culturales etc). Segundo; que no se ha sabido transmitir esa información, porque entre los jóvenes y la sociedad en general se han creado mitos sobre el VIH-SIDA y el uso del condón, y no se está teniendo en cuenta en las sensibilizaciones. Creo que se está fallando en el enfoque de la sensibilización hacia los jóvenes. Esto en parte podría ser por el mero hecho de que no se utiliza esta información en los canales adecuados. Por lo que las vías de transferencia de la información sobre el VIH en Guinea Ecuatorial no son adecuadas atendiendo en el contexto a que nos encontramos ya que no sabemos llegar a los jóvenes”. Recomiendo en ese aspecto, que el Gobierno crea un apartado de subvenciones a las pequeñas ONGs, asociaciones y organizaciones para que puedan trazar sus propios planes de abordaje al VIH-SIDA en las comunidades y para sus grupos poblacionales, y ejecutar esos planes esas ONGs. El trabajo para la erradicación del VIH tiene que ser transversal y multisectorial. Si no hacemos eso, parecerá que no estamos haciendo nada.

Texto y fotos:
Clemente Ela Ondo Onguene
Coordinador de REMAPSEN
en Guinea Ecuatorial

GUINÉE BISSAU



FALTA DE MEIOS PARA SENSIBILIZAÇÃO DIFICULTA A PREVENÇÃO DO VIH/SIDA NOS JOVENS

Sabino Santos
Coordenador
REMAPSEN
Guiné-Bissau

A prevenção do VIH/Sida na camada juvenil guineense, vai depender das informações colocadas a sua disposição. Para os jovens aderirem qualquer forma de prevenção tais como uso de preservativo ou profaxia pre-exposição (tratamento que se segue ao sexo com acidente) precisam de ter informações sobre o risco, mas também de conhecer quais são as doenças transmissíveis. Neste momento isso não acontece, devido a falta de acções de informação e sensibilização da população. Jamila Bathy, Coordenadora do Programa Nacional de Luta contra Sida do Ministério da Saúde da Guiné-Bissau entende que, isso passa pela acções de sensibilização que, não são realizadas por falta de meios. Neste particular, a Secretária do Secretariado nacional de Luta Contra Sida Fatoumata Diaraye Diallo defende que, para ter uma juventude saudável e o país livre de Sida no futuro, deve-se agora, estancar a transmissão vertical que subiu de 10 para 22% em dez anos

Em consequência disso, a prevalência do VIH na Guiné-Bissau está a preocupar as autoridades sanitárias, sobretudo na camada juvenil. As acções do Ministério da Saúde têm carecido de apoios, pelo que não chegam ao público alvo prioritário e neste momento, faltam meios para se intensificar a campanha de sensibilização aos grupos de risco, particularmente os jovens. Jamila Bathy, Coordenadora do Programa Nacional de Luta contra Sida no Ministério da Saúde considera ser urgente a promoção de acções com vista a erradicação

da propagação do VIH no país, tendo alertado que, o grau de preocupação se tem aumentado, porque o financiamento nacional é extremamente fraco, e os fundos que são assegurados pelo Fundo Mundial não contempla as acções de sensibilização.

A pertinência de cada um conhecer o seu estatuto serológico e aceitação das diferentes medidas de prevenção "são algumas das acções que o PNLs" qualifica como urgentes no combate a essa doença. Porém, os

dois principais instrumentos que utilizam são sensibilização para mudança de comportamento e uso de preservativo.

No que diz respeito ao dados, a Coordenadora indica uma taxa de prevalência a nível nacional com base nos estudos realizados há anos se situa a volta dos 3.2%, mas a tendência de momento é ter uma percentagem maior. Aliás, ela considera de estranho e inaceitável o facto de, actualmente na Guiné-Bissau a taxa de transmissão vertical (mãe para filho) estar na ordem de 22%, contra cerca de 10% registados há cerca de 10 anos. “Se reparar bem, no mundo os dados estão a melhorar e a taxa de prevalência a reduzir, mas nós aqui, registamos o contrário. Mas isso não pode acontecer. O país tem mecanismos e técnicos com conhecimentos para superar este desafio”, comentou Jamila Bathy.

A reportagem do ‘Info ONUSIDA’ tinha como finalidade conhecer o modo de prevenção e as políticas do Governo no combate ao VIH/Sida na camada juvenil guineense, bem como saber se existe uma estratégia específica a propósito, mas todos os dados recolhidos demonstram alguma carência. “Sensibilização para mudança de comportamento e o uso de preservativo. É preciso que os jovens saibam quais as doenças transmissíveis e facilitam a propagação do VIH. Os jovens só vão aceitar o uso do preservativo quando perceberem o risco que a doença tem para as suas vidas”, disse a Coordenadora.

Na Guiné-Bissau a falta de meios dificulta os trabalhos. Os documentos estratégicos e as competências humanas existem, mas meios financeiros a actualização dos dados tornou-se um desafio para todas as estruturas. Pior exemplo, os dados mais actualizados sobre a prevalência do VIH/Sida na Guiné-Bissau datam de 2022. Olhando para o Terceiro Objectivo do ODS (assegurar uma vida saudável e promover o bem-estar para todos em todas as idades), o que se nota na Guiné-Bissau, no capítulo da saúde e em termos de prevenção “é a falta de atenção para os jovens”, o que pode ser comprovado com a ausência total dos programas de investimento, mas também acções específicas direccionados a esta camada.

“Há pouco referia a questão da sensibilização. Como é que comporta o nosso casal discordante (quando um dos parceiros é portador do vírus)? Precisam de saber quais os rocedimentos que devem ter. Os jovens que mantêm relação com mais parceiros precisam de saber; os jovens precisam de saber quais os passos que se dão quando acontece o acidente durante um acto sexual (por exemplo se o preservativo rasgar). Uma mãe tem de conhecer o seu estatuto sereológico durante a gravidez e qual o tratamento que deve seguir para ter um filho sem Sida; temos que ensinar os efeitos do antiretroviral etc.... Mas tudo isso devia ser com a sensibilização que não existe”.

Transmissão mãe para filho

A Secretária-Executiva do Secretariado Nacional de Luta Contra a Sida (SNLS), Fatoumata Diaraye Diallo, explicou que uma das prioridades do executivo, no âmbito do Plano Estratégico Nacional de Luta contra a Sida, é trabalhar afinadamente para a redução de novas infeções, frisou que é impossível reduzir as novas infeções sem os trabalhos de sensibilização para a prevenção da doença.

“Por isso é que defendemos que devemos retomar os trabalhos de prevenção através da sensibilização de pessoas sobre a existência da doença e as formas da prevenção. Devemos sensibilizar as pessoas para fazerem os testes a fim conhecerem os seus estados serológicos. As que não estão infetadas que continuem a prevenir-se da doença e, colocando todas as informações a sua disposição sobre os mecanismos de prevenção. Aqueles que são confirmados que têm o VIH/Sida que comecem o tratamento, porque já se provou que o tratamento é uma das formas de prevenção. Tomando medicamentos corretamente e durante um certo período de tempo, acaba por não se ver mais os bichos da sida no sangue, não se podendo assim transmitir a doença”, notou.

Conforme as suas explicações, para além da redução de novas infeções, outras prioridades definidas pelo executivo no plano estratégico nacional de luta contra a sida, é a redução de mortes por VIH/Sida, reduzir a transmissão de mãe para o filho do vírus da Sida que está um pouco elevada, combater a estigmatização contra as pessoas portadoras do sida e o último que se pode referir é a governança que deve assumir a sua responsabilidade na resposta nacional sobre a doença do VIH/Sida na Guiné-Bissau.

Em relação ao número de pessoas que morrem anualmente desta doença, disse que, dados registados pelo SNLS revelam que, mais de mil pessoas morrem da doença no país vítimas da mesma. Considera esta estatística de “muito elevada” que o executivo quer reduzir até 200 pessoas por ano. E referente a transmissão da mãe para o filho, o país tem uma cobertura de 60 por cento.

O problema do combate ao VIH/Sida na Guiné-Bissau é de longa data, mas na verdade, os resultados desejados tardam em aparecer. Diaraye Diallo lembra nas suas explicações que, em 2014, o país tinha uma cobertura de 70 a 80 por cento, registando uma taxa de 10 por cento e que, actualmente a taxa de transmissão subiu para 22 por cento. “Para nós, o país tem que dobrar os esforços no que concerne a prevenção da transmissão vertical. Ou seja, da mãe para o filho. Neste momento este é um dos maiores desafios do Secretariado e do Programa Nacional e todos os parceiros através de estratégias eficientes de combate a transmissão vertical”.

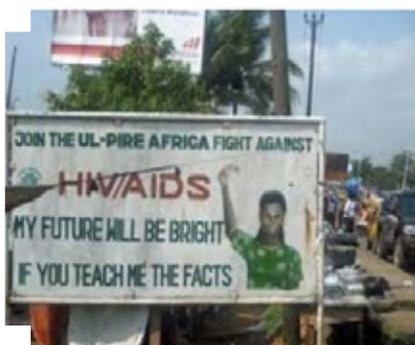
LIBERIA



EMPOWERING YOUTH: A DATA-DRIVEN APPROACH TO HIV PREVENTION IN LIBERIA

Par
Isaac AHEMESAH

In Liberia, like many other countries in sub-Saharan Africa, HIV/AIDS remains a significant public health challenge, particularly among youth. According to data from the National AIDS Control Program (NACP) of Liberia, young people aged 15-24 are disproportionately affected by the HIV epidemic, accounting for a significant percentage of new infections each year. However, amidst these challenges, there are also promising developments and strategies that are making a difference in HIV prevention among Liberian youth.



The Current Situation

As of the latest data available from the NACP, Liberia has an estimated HIV prevalence rate of 1% among adults 15-49 years. The epidemic is feminized and concentrated among key populations. Risk of HIV infection is twice as high among women (1.3%) compared to men (0.7%). Similarly, HIV prevalence among young girls 15-24 years is estimated at (0.6%) compared to young boys of the same age (0.3%). This indicates a need for targeted interventions and programs to address the specific vulnerabilities and risk factors faced by young people in relation to HIV transmission.

One of the key challenges identified is the lack of comprehensive sexual education and awareness among youth. Many young people lack accurate information about HIV transmission, prevention methods, and the importance of regular testing. This gap in knowledge contributes to risky behaviours and a higher likelihood of HIV transmission within this demographic.

Empowering Youth Through Education

To address these challenges, initiatives focused on empowering youth through education have been implemented across Liberia. These initiatives include:

1. Comprehensive Sexual Education Programs:

Collaborations between the Ministry of Health, Ministry of Education, and NGOs have led to the development and implementation of comprehensive sexual education programs in schools. These programs provide accurate information about HIV/AIDS, promote healthy behaviours, and teach skills for negotiating safe sex practices.

2. Youth-Friendly Health Services: Health facilities equipped with youth-friendly services ensure that young people have access to confidential HIV testing, counselling, and treatment. These services are designed to be non-judgmental, welcoming, and tailored to the unique needs of adolescents and young adults.

3. Peer Education and Outreach: Peer education programs engage young people as peer educators who deliver HIV prevention messages and facilitate discussions within their communities. These programs leverage the influence of peers in promoting positive behaviour change and encouraging regular HIV testing.

Collaborative Efforts for Sustainable Change

The fight against HIV/AIDS in Liberia requires a collaborative approach involving government agencies, NGOs, civil society organizations, healthcare providers, educators, and young people themselves. By working together, stakeholders can strengthen HIV prevention efforts, expand access to services, advocate for policy changes, and promote a supportive environment for youth empowerment and health.

In conclusion, HIV prevention among youth in Liberia is a complex yet achievable goal with the right strategies, resources, and collective action. Through education, empowerment, and data-driven approaches, Liberia can continue making progress towards a future without HIV/AIDS.





Alioune Guèye, président du Réseau national de la jeunesse du Mali

NÉCESSITÉ DE DONNER UN NOUVEAU COUP DE POUCE POUR LA PRÉVENTION DU VIH CHEZ LES JEUNES

Par Tougouna A. TRAORE

Dans le cadre de la prévention du Vih/Sida en milieu jeune, au Mali, des associations se sont beaucoup investies. Mais depuis quelques années, les initiatives semblent stagnées. Le Bureau Pays de l'Onusida est sollicité en vue de relancer les campagnes de prévention.

Selon M. Alioune Guèye, président du Réseau national de la jeunesse du Mali (Renajem) et 4e Secrétaire parlementaire du Conseil national de transition (Cnt), cette structure a été mise en place, en 2002, par le Ministère de la Jeunesse, le Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa), l'Onusida et d'autres partenaires pour faire face au Vih/Sida. Il a expliqué qu'ils ont mené beaucoup d'activités avec le Bureau Pays de l'Onusida dans le cadre de la mobilisation sociale des jeunes, de l'infor-

mation, de la formation et des activités de renforcement des capacités. Ils ont ainsi travaillé à mettre en place le plan d'action de la déclaration de Bamako suite au Forum mondial sur le Vih/Sida en 2011. Il a mentionné que cette action a bénéficié de l'accompagnement de l'Onusida en tant que partenaire technique et financier. Pour M. Guèye, cela a été marqué par la formation d'un pool de 20 journalistes sur la question du Vih/Sida, la distribution de millions de préservatifs, la sensibilisation de

milliers de personnes, non seulement en milieu scolaire, mais aussi en milieu informel, des campagnes de sensibilisation dans les écoles de Kati et de la Commune IV du District de Bamako. « L'Onusida a été un partenaire technique pour nous dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Garage sans Sida". En 2016, ce projet novateur a été exécuté dans le District de Bamako et dans la région de Ségou. Au niveau des garages, des séances de sensibilisation ont été organisées à l'intention des maîtres-garagistes, des apprentis, des chauffeurs, des propriétaires d'engins, des vendeuses ambulantes. En milieu scolaire et universitaire, il y a eu des impacts. Plus d'un million de préservatifs ont été distribués dans les différentes universités du pays. Il faut que les gens aient le réflexe de se protéger », a ajouté M. Guèye. Selon lui, avec un consortium d'organisations, l'Onusida a organisé un atelier de renforcement des capacités des organisations par rapport à la riposte contre le Vih/Sida. Il a noté qu'en 2005-2006, avec l'appui technique de l'Onusida, le Renajem est devenu membre du Mécanisme de coordination de la lutte contre le Vih/Sida. Et jusqu'à présent, il représente la branche jeune au sein de cette entité. Pour lui, il s'agit d'amener les jeunes à être informés, mais aussi à adopter un changement de comportements vis-à-vis du Sida.

Mais depuis lors, les campagnes de prévention du Vih chez les jeunes semblent stagnées. C'est pourquoi l'Onusida est sollicité pour donner un nouveau coup de pouce.

En attendant, aujourd'hui, en tant que membre du Cnt, M. Guèye entend s'investir pour faire avancer les initiatives visant à préserver les jeunes contre cette maladie qui continue de faire des ravages. Il a noté que le pré-

sident du Cnt, le Colonel Malick Diaw, accorde une importance particulière aux initiatives du genre. D'après lui, lors de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, si le Mali célèbre tout un mois, à l'occasion de la dernière édition, le Colonel Diaw a parrainé la deuxième semaine. Il a rassuré qu'ils ont des mesures législatives et réglementaires à prendre pour non seulement faciliter la lutte, mais aussi pour l'intensifier.

Selon Cheick Oumar Haïdara, Président national, en 2019, de la Jeune chambre internationale (Jci) au Mali, le partenariat entre son organisation et le Bureau Pays de l'Onusida a porté sur la lutte contre le Vih/Sida avec les jeunes comme acteurs principaux. Pour lui, avec une dizaine d'organisations de jeunes, il s'agissait de coordonner et de redynamiser les actions de plaidoyer pour la lutte contre le Vih/Sida. A son avis, s'ils ont participé à un atelier de cinq jours, à Ségou, en juillet 2019, sur l'évaluation de la participation des jeunes dans les programmes de lutte contre le Sida, ils ont aussi pris part à l'atelier international qui s'est tenu à Dakar du 25 au 27 septembre 2019 sur le Boot-Camp de formation des jeunes leaders. Selon lui, ces projets ont permis aux organisations de jeunes, qui faisaient déjà des campagnes de lutte contre le Vih/Sida de mieux coordonner leurs actions et même de mener des actions communes. Il pense que si le groupe existe, il n'est plus très actif surtout avec les changements chaque année à la tête de la Jci.

M. Haïdara estime que le Bureau Pays de l'Onusida doit activer ce réseau dont les membres sont toujours actifs pour impulser les campagnes de prévention du Vih chez les jeunes.



MAROC



Campagne de sensibilisation ciblant les jeunes

EDUCATION SEXUELLE, ET SI L'ON S'ATTAQUAIT AU GRAND MALAISE ?

Par Sofia ESSALHI

Au Maroc, les associations de lutte contre les Infections sexuellement transmissibles (Ist) et le Vih/Sida, œuvrent, depuis quelques années, sur le terrain de l'éducation sexuelle comme seuls acteurs.

On apprend dès le plus jeune âge au Maroc qu'on ne parle pas de sexualité à la maison et encore moins à l'école. Sous les voiles de la pudeur et du tabou, beaucoup acquièrent leurs premières connaissances en regardant des vidéos pornographiques sur le net. A l'abri des regards et surtout des discussions gênantes, les jeunes se construisent souvent une conception biaisée de la sexualité et découvrent surtout des pratiques à risque pour leur santé. Voilà pourquoi les associations de lutte contre les Ist notamment le Vih, œuvrent, depuis quelques années, sur le terrain de l'éducation sexuelle comme seuls acteurs.

De la sensibilisation de masse à l'éducation par les pairs

En matière de lutte contre le Vih/Sida, beaucoup d'étapes ont été franchies depuis la déclaration du premier cas au Maroc en 1986. Les associations organisaient des séances de sensibilisation de masse auprès des jeunes et des femmes. Ces rencontres pouvaient se résumer à la présentation du Vih/Sida,

ses modes de transmission et les moyens de prévention.

Mais en 2002, la situation épidémiologique a démontré une faible prévalence dans la population générale (0,08%), mais qu'il y avait des populations clés qui sont beaucoup plus exposées. Selon Dr. Boutaina Idrissi Alami Machichi, responsable du suivi et de l'évaluation à l'Organisation panafricaine de lutte contre le Sida (Opals), « les professionnelles du sexe, les Hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes (Hsh), la population migrante et les usagers de drogues injectables sont des populations à risque. Donc il fallait viser ces personnes qui n'accèdent pas facilement aux espaces de soins publics. Et l'expérience des pairs a donné de très bons résultats ».

L'éducation par les pairs est une approche de proximité adoptée par toutes les Ong bénéficiaires du même programme d'appui du Fonds Mondial. « Les pairs connaissent mieux les modes de vie, les particularités et les besoins de la population cible », nous explique Dr. Boutaina Idrissi Alami Machichi.



Campagne de sensibilisation au profit des migrants

Des populations cible et des approches d'éducation différentes

On estime qu'au Maroc, environ 21.000 personnes sont porteuses du Vih. Avec tous les efforts qui sont fournis par le ministère de la santé et la société civile, 18.000 personnes connaissent leur séropositivité. Les efforts se concentrent sur les 3000 personnes porteuses qui virus et qui l'ignorent encore afin qu'elles accèdent au traitement et qu'elles ne transmettent pas la maladie.

Le meilleur moyen de combattre le Vih étant la prévention, l'Opals organise des séances de sensibilisation et d'éducation sexuelle dans son siège à Rabat, mais il lui arrive aussi de se « délocaliser » chez d'autres associations partenaires pour toucher plus de personnes cibles. Dans son arsenal également, des unités mobiles se déplacent souvent chez les populations à risque.

« Nous sommes conscients que nous ne travaillons pas de la même manière avec les Hsh qu'avec les professionnelles du sexe par exemple. Dans l'éducation sexuelle, notre discours doit être adapté à la cible. Et là, nous rentrons dans l'intimité du groupe, nous abordons ainsi les pratiques sexuelles à risque pour leur faire prendre conscience du danger » nous confie Khadija Ouazzani, chargée du programme PS migrant à l'Opals.

Et pour que le message passe et que les langues se délient, un contrat de confiance est nécessaire avec les bénéficiaires. « C'est un espace de libre expression où ils sont protégés et où la confidentialité est garantie. Nous sommes là pour écouter, orienter et non pas juger. Nous ne sommes pas là non plus pour établir le Halal ou le Haram. » ajoute Khadija Ouazzani.

Du CD-Rom à l'application mobile, l'éducation sexuelle 2.0

Il remonte à loin le temps où les jeunes lisaient des livres et des publications et se regroupaient dans des associations. Et si la cible change, la méthode doit également changer. Depuis le début des années 2000, les Ong luttant contre les Ist sont passées au numérique. Dr. Boutaina Idrissi Alami Machichi se rappelle d'un CD-Rom éducatif produit par l'association en 2004 « Nos membres faisaient le tour des cybers cafés avec

ce CD pour présenter le Vih aux jeunes et leur apprendre un minimum dans l'éducation sexuelle. Plus tard, nous avons visé les écoles, avec des laptops et des jeux éducatifs ».

Aujourd'hui, l'Opals change de nouveau son fusil d'épaule. Actuellement, une application mobile est en cours de fabrication en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa). Un simple code QR dirigera les jeunes vers cette application qui comportera plusieurs informations sur la thématique de la sexualité garantissant au passage l'anonymat des utilisateurs.

Mais à travers le numérique ou lors de rencontres une chose est sûre, l'éducation sexuelle passe nécessairement par un discours sur l'usage du préservatif. Car au Maroc, 70% des cas de transmission du Vih se font par mode hétérosexuel. Dr. Boutaina Idrissi Alami Machichi le souligne : « Il ne suffit pas de parler de fidélité et d'abstinence, il faut aussi parler du préservatif qui est actuellement le seul mode de prévention. »



Campagne de sensibilisation au profit de la population générale

MAURITANIE



DÉFIS DE LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES INFECTÉS PAR LE VIH

Par Bakary GUEYE

En Mauritanie, le premier cas de Sida a été déclaré en 1987. Aujourd'hui, 9089 personnes vivent avec le Vih. Le taux de prévalence est estimé à 0,2% dans la population générale et il est inférieur à 0,1% chez les 15-49 ans. La situation épidémiologique actuelle est de type concentré. Toutefois, la tendance à la propagation de l'épidémie est quasi permanente sous l'effet des facteurs favorisants.

Les infections au Vih ont connu une baisse remarquable en Mauritanie, passant de 0,6% en 2008 à 0,2% aujourd'hui. Mais la maladie est toujours là et continue à faire des victimes. Le taux de prévalence est inférieur à 1%, mais il est élevé chez les populations clés comme cela a été démontré par deux études bio-comportementales menées en 2014 et en 2019. En 2014 chez les trois groupes à risque, les taux étaient de 3% chez les prisonniers, de 9% chez les professionnels du sexe et de 44% chez les Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (Hsh). En 2019 les taux étaient de 9% chez les professionnels du sexe et de 23,4% chez les Hsh.

Ainsi, malgré la faiblesse du taux de prévalence en Mauritanie, le risque de diffusion de la maladie reste grand. S'agissant des projections de la prévalence, les chiffres sont les suivants : 9500 pour 2022, 9540 pour 2023, 9650 pour 2024 et 9770 pour 2025.

Au niveau des jeunes les infections sont notables comme le montrent les derniers chiffres récents recueillis auprès du Secrétariat exécutif national de lutte contre le Sida. (Voir tableaux ci-dessous) :

Nombre de jeunes entre 14-25 ans sous ARV			
Année	2020	2021	2022
Hommes	128	148	161
Femmes	97	105	112
Total	225	253	273

Nombre de personnes entre 14-40 ans sous ARV			
Année	2020	2021	2022
Hommes	712	802	872
Femmes	879	884	881
Total	1591	1686	1753

La Mauritanie a mis en œuvre d'importants programmes de lutte contre la marginalisation, la vulnérabilité sociale et la discrimination.

En 2022, les examens de dépistage ont concerné plus de 23.000 personnes. Près de 5000 patients sont sous traitement et 5 nouveaux centres de prise en charge, sont en train d'être opérationnalisés à Aioun, Aleg, Atar, Tidjikja et Sélibabi. A noter que le traitement est gratuit.

Il y a le Vih chez les enfants et ce malgré le développement des moyens technologiques qui permettent de l'éviter à travers l'option B+. Il y a aussi des inégalités, chez les femmes, les jeunes filles et dans le domaine des financements.

Situation de la prise en charge des PwVih

La prise en charge par les Arv des PwVih a commencé par les Ong en 2004. Par la suite par l'ouverture d'un Centre de traitement ambulatoire (Cta) au niveau du Centre hospitalier national. Actuellement un seul Cta est fonctionnel. Par ailleurs, il existe 3 autres unités de prise en charge au niveau du Centre hospitalier de Nouadhibou, au Centre hospitalier de Kaédi et à Kiffa. On note aussi une prise en charge de la co-infection tuberculose et Vih.

L'analyse de la situation de la prise en charge des Personnes vivant avec le Vih a fait ressortir les principaux constats suivants. D'abord les forces et opportunités avec l'existence d'un Cadre stratégique national de lutte contre le Sida ; la décentralisation du système de santé avec une bonne couverture géographique (67%) ; la Gratuité des Arv, des médicaments pour les infections opportunistes, le bilan biologique ; l'existence d'un plan national d'élimination de la Tme ; celle d'une stratégie nationale Pec depuis 2005 ; le développement de réseaux de PwVih regroupant 18 Associations et l'existence d'une loi de protection des PwVih. Enfin il y a l'existence d'une approche multisectorielle de la riposte.

Parmi les insuffisances et faiblesses, il est relevé l'insuffisance de la décentralisation de la Prise en charge, tout comme celle

de la composante de prise en charge nutritionnelle nutritionnelle des PwVih. Il y a également l'absence d'une stratégie de distribution et de promotion des préservatifs, celle d'un système national fiable d'approvisionnement en Arv, réactifs et consommables ; l'insuffisance et la mobilité en personnel formé ; le manque de définition du contour de la gratuité liée à la pathologie ; l'absence d'un système de suivi des résistances aux Arv ; la manque d'intégration des services de PEC dans les structures de santé ; la faible capacité des Ong.

Des Ong s'engagent auprès des jeunes

En Mauritanie, certaines Ong sont engagées dans la lutte contre le Vih et notamment dans les volets de la prévention et de la prise en charge. C'est le cas de l'Association des gestionnaires pour le développement (Agd) qui dispose d'un centre de santé alliant dépistage et prise en charge. Ce dernier est situé dans le quartier populaire de Couva, dans la périphérie Ouest de la capitale Nouakchott. L'Association organise des sessions de sensibilisation visant à outiller les communautés sur l'importance de la prévention à travers des actions de dépistage volontaire contre la maladie. Elle a également mis en œuvre le programme Forss qui est porté par Solidarité Sida en partenariat avec Itpc Mena avec des associations parties prenantes dont RdR-Maroc, ATL (Tunisie), Marsa (Liban) dans la région Mena.

L'objectif du programme est d'améliorer l'offre et la qualité des services de prévention, de soins et de renforcer l'accès aux traitements en Mauritanie.

Le programme Forss est financé à 90% par Expertise France (à travers Initiative) et 10% Solidarité Sida et Itpc (International Treatment Preparedness Coalition). Forss est une réponse à l'accélération de la riposte Vih dans la région Mena à travers le renforcement de l'interaction entre les systèmes de santé communautaire et formel pour une prise en charge de qualité des PwVih.

L'une des attentes de la phase 1 du programme Forss était d'améliorer les connaissances et pratiques des acteurs communautaires en matière de service de prévention et de soins aux PwVih et populations clés.

Un des enjeux de la 2e phase du programme Forss est d'influencer les politiques de lutte contre le Vih au niveau national et régional en intégrant les recommandations issues des observatoires et les nouveaux standards de la lutte contre le Vih.



NIGER



Des jeunes sur le front de la sensibilisation et de la prévention du Vih

Par Fatouma IDÉ

Au Niger, en matière de lutte contre le Vih/Sida, l'aspect prévention est un facteur important qui mobilise aussi les jeunes. Même si le taux de prévalence est de 0,8% dans cette frange de la population nigérienne, les jeunes se sont appropriés l'adage selon lequel, "il vaut mieux prévenir que guérir". Fort de cela, certains d'entre eux ont décidé de s'unir pour faire de la prévention une arme dans la lutte contre le Vih.

Mlle A. N, qui a requis l'anonymat, est une jeune étudiante d'une université de Niamey. Bravant la stigmatisation et la discrimination, elle a, avec ses camarades, créé, en 2022, une association de lutte contre le Vih. Elle explique que leur association regroupe aujourd'hui 16 à 20 membres, tous jeunes.

Parlant des raisons qui les ont amenés à mettre sur pied cette structure, A N affirme qu'il s'agit pour elle et les autres jeunes « de contribuer à la diminution de l'impact du Vih/Sida, d'assurer la prise en charge psycho-socio-économique des membres de l'association, de garantir la prise en charge psycho-pathologique des Personnes vivant avec le Vih (PVih), et ensuite d'assurer la protection sociale aux séropositifs. L'association dans

laquelle milite Mlle A. N s'est fixée aussi comme objectifs de renforcer l'autonomisation des PVih, d'impliquer ces dernières dans la prévention, de lutter contre la discrimination et la violence à l'endroit des PVih.

Pour atteindre leurs objectifs, ces jeunes se réunissent régulièrement et mènent plusieurs activités. C'est ainsi qu'ils ont créé des groupes de soutien pour ceux qui ont besoin de témoignages psychologiques et un groupe de parole avec les petits moyens dont ils disposent. A. N a ajouté qu'ils procèdent aussi souvent au renforcement de capacités des membres de l'association grâce au Réseau nigérien des Personnes vivant avec le Vih/Sida (Renip+) et à l'Onusida qui leur donnent des fonds dans le cadre de la vie associative.



Dans la pratique de ses activités, l'association cible les nouveaux cas, les nouvelles personnes infectées et les jeunes des établissements scolaires. « Nous organisons des séances de sensibilisation et d'information dans les écoles et les universités pour informer les jeunes sur les risques liés au Vih/Sida et à l'hépatite B, ainsi que sur les moyens de prévention. Nous ciblons aussi les populations marginalisées comme les sans-abris, les travailleurs du sexe, en leur fournissant des informations adaptées à leurs besoins spécifiques et en leur offrant des services de dépistage et de soutien. Mlle A. N et les autres membres de l'association impliquent aussi les jeunes travailleurs dans des séances de sensibilisation au sein de leur lieu de travail pour les informer des risques professionnels et des mesures de prévention à adopter. « Nous ciblons aussi les centres des jeunes et les espaces communautaires tout en organisant des événements dans ces centres pour toucher un large public de jeunes et les sensibiliser sur les questions de santé sexuelle et reproductive y compris la prévention du Vih/Sida et de l'hépatite B », a-t-elle soutenu.

Séances d'éducation et de sensibilisation

S'agissant particulièrement de la prévention de ces maladies, A. N annonce qu'ils envisagent d'organiser des séances d'éducation et de sensibilisation ; des ateliers inter actifs, des conférences, etc. par les pairs pour informer les jeunes sur les modes de transmission du Vih/Sida et de l'hépatite B ainsi que sur les moyens de se protéger. « Nous organisons aussi des campagnes de

dépistage du Vih/Sida et de l'hépatite B dans les communautés locales en mettant l'accent sur l'accessibilité et la confidentialité des services ; la distribution de préservatifs et de matériels de prévention des infections comme les seringues propres dans les lieux fréquentés par les jeunes », affirme A. N.

Elle précise que relativement à la promotion du dépistage et du traitement, ils encouragent les jeunes à se faire dépister régulièrement et à s'assurer qu'ils connaissent les options de traitement disponibles en cas de résultats positifs. Mlle A. N est convaincue qu'en combinant ces activités ciblées avec une bonne approche de sensibilisation et d'éducation, leur association des jeunes peut jouer un rôle crucial dans la prévention du Vih et de l'hépatite B dans les communautés.

Toutefois, elle souligne quelques difficultés qui ont pour nom stigmatisation et discrimination. A. N ajoute à tout cela, des problèmes liés à l'obtention de financements et de ressources matérielles pour mener les activités. Elle relève aussi des difficultés pour mobiliser et maintenir l'engagement des jeunes dans les activités de prévention à long terme en raison des contraintes relatives à la disponibilité, aux priorités changeantes et au manque de sensibilisation sur l'importance de la prévention, au manque de communication et de partenariat fiable.

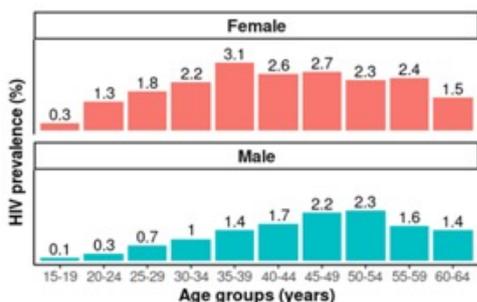
NIGERIA

STATUS OF HIV AND YOUTH IN NIGERIA

Par Gabriel Undelikwo

In Nigeria, the prevalence of HIV increases with age. A household survey done in 2018 showed that the prevalence of HIV increases with age among both men and women.

This data demonstrates the need to prevent new infections and further reduce the prevalence of HIV among young people in Nigeria as they grow older. The Nigerian government, with UNAIDS support and in alignment with the Global AIDS Strategy's result areas of HIV prevention and young people, is implementing strategic initiatives to achieve these goals.



1 HIV prevalence in Nigeria, 2018 NAHS

Sub-national HIV Prevention Self-Assessment Tool (SPSAT) Rolled Out in Selected States in Nigeria

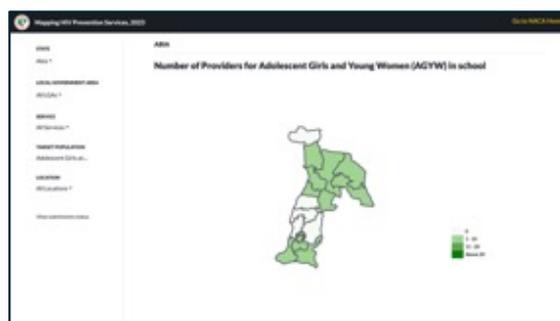
To enhance HIV prevention interventions in Nigeria, the Sub-national HIV Prevention Self-Assessment Tool (SPSAT) was adapted from the national PSAT and launched in October 2023. This was done to address the gap of the National HIV prevention performance assessment, which has been limited to the national level and did not capture the variations at the sub-national levels. With this initiative, the National Agency for the Control of AIDS (NACA) Nigeria aims to improve strategic coordination, prioritise local HIV prevention needs, scale up successes, and address challenges. NACA, in collaboration with the UN Joint Team and SSLN, has conducted three-day meetings in eleven states to implement the SPSAT. These meetings assessed HIV performance and gaps around Nigeria's four HIV prevention pillars, including adolescent girls, young women and their male partners, leading to action plans. Preliminary findings in this pillar include strong programme management in most states, challenges around financing, a need for improvement in the quality of youth friendly services, need to improve data collection and reporting, low coverage of school-based services and high numbers of out of school children. NACA plans to visit 10 more states by the end of the second quarter of 2024.



Participants of the subnational PSAT in Rivers State.

Mapping of HIV Prevention Services in Nigeria for Enhanced Coordination and Coverage

In another initiative to improve coordination of HIV prevention services, NACA with support from UNAIDS, developed a data collection tool and data visualizations to map HIV prevention services on the subnational level. The exercise was used to develop a directory of stakeholders and to assess the services provided to specific population groups and locations. Collected information on HIV prevention services included services for adolescents and young people and were used to understand service gaps and facilitate coordination of state level stakeholders. Findings from the exercise have been presented at a national HIV prevention technical working group meeting.



The data visualizations will be hosted on NACA's website so stakeholders on the subnational level can conveniently assess service coverage on the national, state, and local government levels, and use this data for coordination and decision-making.

3 Visualisation on number of HIV prevention services for AGYW in school in Abia State

Zero HIV related Discrimination is Achievable in Nigeria. As the Country Commemorates Zero discrimination Day 2024

According to the 2021 Nigeria PLHIV Stigma Index Survey, 21.7% of PLHIV aged 18-24 have experienced stigma and discrimination. On March 5, 2024, to commemorate Zero Discrimination Day and the need to protect everyone's rights for better health, UNAIDS Nigeria convened stakeholders for a robust discussion around ending stigma and discrimination of PLHIV and the need for Nigeria to join the Global Partnership for Action to Eliminate all Forms of HIV-Related Stigma and Discrimination. Attendees of the meeting included PLHIV communities, AYP communities, Key Populations, government stakeholders including the director general of NACA, National Human right commission, Ministries of Justice, Health, Humanitarian Affairs, PEPFAR and implementing partners. The PLHIV and AYP attended the meeting and shared experiences and ideas on how to end stigma and discrimination affecting PLHIV. Dr Aliyu Gambo, the Director General of NACA committed to lead key partners with the assistance promised by the representative of the Speaker of the National Assembly and other Stakeholders to ensure that all the states in Nigeria Domesticate the Anti-discrimination Act and aligned the country with the global partnership on stigma and discrimination. Dr Leo Zekeng, the UNAIDS Country Director appreciated the commitment and determination of the country and partners to end all forms of HIV-related discrimination.

Multisectoral Collaboration Toward the Finalisation of the National AYP Strategy

In December 2023, NACA convened stakeholders to finalise the revision of the National HIV Strategy for Adolescents and Young People. Participating stakeholders included AYP CSOs, the Ministry of Education, the Ministry of Women Affairs, the Ministry of Health, implementing partners, a faith-based leader, state stakeholders, NACA, and UNAIDS Nigeria. UNAIDS Nigeria provided technical assistance as stakeholders deliberated on each section of the national strategy draft. The meeting offered an opportunity for NACA to share its strategy for HIV prevention of AYP with stakeholders. The revisions to the document included linking the strategy to NACA's theory of change on HIV prevention for AYP and prioritising knowledge provision to AYP. The edits have been applied to the strategy and NACA plans to validate and disseminate soon.

#UPROOT SCORECARD: A Diverse Population of Young People in Nigeria Developed and Disseminated a Data-Driven Youth-Led Scorecard on the HIV response or AYP

The Association of Positive Youth Living with HIV in Nigeria (APYIN), supported by the PACT and UNAIDS, used the #UPROOT Youth Scorecard Process to evaluate the progress made on the national HIV Response for AYP. The domains of the scorecard spanned across leadership, partnership, laws and policies, beneficiaries, and financing. The process enabled AYP stakeholders to identify key areas for advocacy, and the interventions needed to bridge the gap in the HIV Response for AYP in Nigeria. The process was a rigorous, inclusive, and participatory process. Stakeholders included adolescent and young people living with HIV, young key population, young persons with special needs/living with disabilities, CSOs including NEPWHAN and NYNETHA, NACA, the Ministry of Health, and UNAIDS Nigeria. Findings of the youth-led report showed that Nigeria's performance in the domains of youth participation and

access to services is low, while partnerships across youth organisations is high. The tool facilitated consensus building on the performance of the country's HIV programme and brainstorming on next steps toward improving the national HIV response for AYP. The results of the scorecard were disseminated in a widely attended forum organised by APYIN late in 2023 and at an Expanded Theme Group meeting. A documentary has been produced about the process in Nigeria and shared on YouTube. The #Uproot Scorecard Process demonstrated the capacity of Nigerian youth to undertake community-led monitoring and use data for continuous advocacy and planning. UNAIDS Nigeria is committed to sustaining youth engagement in tracking the policies, laws, commitments, and activities needed to end the AIDS epidemic and strengthen youth led evidence-based advocacy and social accountability.

Youthful Alive and Healthy (YAaH) Naija Reaches Nigerian Youth

Youthful Alive and Healthy (YAaH) Naija is an HIV prevention initiative for AYP that leverages social media platforms to provide information and linkages to improve uptake of HIV self-testing (HIVST) and pre-exposure prophylaxis (PrEP). The initiative is led by NACA with the support of UNICEF. Between June 2022 to December 2023, there were 4,580,282 impressions, 1,640,716 unique users reached and 102,437 engagements across social media platforms. The uptake of HIV prevention services has increased with this intervention. About 86% of AYP who received YAaH Naija services accessed HIVST. YAaH Naija is part of NACA's commitment to providing knowledge and increasing coverage of HIV prevention services for AYP.

Generation-N Coordination Meeting of HIV Prevention Stakeholders

In 2022, NACA with the support of MOSAIC, launched a youth-focused HIV prevention campaign called Generation Negative (Gen-N). The purpose of the initiative is to provide HIV prevention stakeholders with branding and communication materials that have been designed and validated by Nigerian youth. In September 2023, NACA held a coordination meeting with HIV prevention stakeholders to review an activity implementation plan and to develop next steps and allocate responsibilities. A core implementation team has been instituted and stakeholders are collaborating toward providing concerted and relevant information on HIV prevention to Nigerian youth.

Communities Lead the Planning of Nigeria's National HIV Prevention Conference

Nigeria through the coordinated efforts of NACA, with support from UNAIDS, plans to hold a national HIV prevention conference with the theme: "Accelerating HIV prevention to end AIDS through innovations and community engagement". The conference is scheduled to be held from the 7th –9th May 2024 with the broad objective to re-prioritize and accelerate an inclusive, evidence-informed programme to prevent new HIV infections. There will be a one-day youth-led pre-conference focused on optimizing HIV prevention for AYP. The planning is being led by AYP communities.

REP. CENTREAFRICAINNE



MICHAEL GUERET, DU CENTRE D'INFORMATION, D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION SUR LA SANTE SEXUELLE DES JEUNES EN RCA

Par Elise Jeanine Lugo

« Le Poste de distribution communautaire d'Arv a enregistré 68 % de réussite »

En République Centrafricaine (Rca), on compte d'innombrables acteurs de la lutte contre le Vih/ Sida dont une organisation qui a choisi d'œuvrer spécifiquement en faveur des jeunes pour ce qui est des questions relatives aux Infections sexuellement transmissibles (Ist) et au Vih. Il s'agit du Centre d'information, d'éducation et de communication sur la santé sexuelle des jeunes (Cisjeu) mis en place en 1994. Michael Guéret, Chargé de programmes de cette organisation, évoque, dans cette interview, la prévention du Vih chez les jeunes et les actions entreprises par son organisation.

Concrètement, quelles sont les actions menées par le Centre d'information, d'éducation et de communication sur la santé sexuelle des jeunes (Cisjeu) dont vous êtes à la tête ?

Nous travaillons sur les volets de la prévention des Ist/Vih ; les questions de droits humains (DH), en particulier les violences basées sur le genre (Vbg) ; la Santé sexuelle des adolescents et des jeunes (Ssraj) et l'Éducation sexuelle complète (Esc). Nos activités phares sont les causeries éducatives et la pair-éducation que nous faisons au centre et dans la communauté avec le concours du Fonds Mondial, à travers la Croix-Rouge française (Crf) et l'Onusida. Nous disposons d'une équipe de dépistage qui travaille à notre point de santé et lors de la stratégie avancée ce qui veut dire que nous faisons la prévention combinée de nos cibles.

Combien de pair-éducateurs avez-vous pour la mise en œuvre de vos activités ?

Nous avons 180 pair-éducateurs formés sur la subvention du NFM3 dont 80 du milieu scolaire et 80 du milieu extra-scolaire qui interviennent à Bangui et ses environs.

Quelle est la fréquence de vos activités de stratégie avancée ?

Deux fois par jour l'équipe fait une descente sur site ; soit dix fois par semaine.

Quels sont vos moyens et d'où les avez-vous obtenus pour dérouler votre approche de stratégie avancée ?

Nous avons bénéficié d'une enveloppe de la part de la Croix-Rouge française (Crf) qui comprend les frais de transport et de prestations de dépistage. En plus, nous avons innové, avec l'appui technique de l'Onusida, la prise en charge des patients à charge virale indétectable. Cette innovation nous a permis d'atteindre des jeunes de trois localités qui étaient confrontés au défi de la stigmatisation et de la discrimination. Ce fut possible avec l'initiative catalytique des Postes de distribution communautaire des Arv ou Antirétroviraux (Podi) dans le cadre de l'approche différenciée, en collaboration avec le Comité national de lutte contre le sida (Cnls) et le Ministère de la Santé et de la Population (Msp). Ce Podi pilote, implanté depuis 2022, a enregistré 68 % de réussite.

Jusqu'où l'appui de l'Onusida a permis d'étendre votre champ d'actions ?

Nous avons pu étendre nos activités dans les villes périphériques de Bangui, notamment les localités de Boali, Sibut et Mbaiki.

Comment se déroulent vos séances de sensibilisation des jeunes ?

Les jeunes sont une catégorie de la population difficile à gérer. Par conséquent, il faut avoir ce qui les intéresse : les vidéos, boîtes à images, affiches... En plus de cela, il faut faire passer les messages par un jeune de leur tranche d'âge c.-à-d. par la pair-éducation.

Comment votre centre d'information intervient-il sur les questions de droits humains ?

Nous développons de thématiques lors de nos causeries éducatives sur les Vbg telles que le viol, les violences sexuelles, les violences physiques, le déni de ressources et d'opportunités, les mariages forcés et les violences morales. A cet effet, nous disposons d'un point conseil. Nous leur y présentons les actions à entreprendre dans de pareils cas, car la réparation est une question de droits humains.

Au regard des résultats obtenus, peut-on dire que le Vih est devenu masculin en Rca ou est-il, comme le plus souvent, féminin ?

(Rire) ... Avec le NFM3, nous avons développé un paquet d'activités avec un focus sur la jeune fille. Toutefois, nous y avons impliqué les garçons. Malgré tout, il y a plus de filles dépistées que de garçons et ces derniers estiment que le résultat des filles leur permet de connaître leur statut. Donc, ce mythe existe également parmi les jeunes.

Le Cisjeu couvre-t-il le territoire centrafricain ?

Nous ne couvrons pas encore le territoire entier. Juste la ville de Bangui et six autres localités. D'où la nécessité de l'extension à l'échelle que nous proposons dans le GC7 (7e cycle de financement du FM) afin d'atteindre vingt-deux localités d'ici 2026.

Avec votre partenaire, l'Onusida, quelles sont les perspectives ?

Avec son appui technique, le Podi pilote est là et nous allons ensemble faire la promotion de l'extension de cette initiative à l'échelle et poursuivre nos actions traditionnelles. Les Podis sont un projet durable à double impact : il offre une prise en charge de proximité et désengorge les structures de santé. C'est pourquoi, nous sollicitons le concours d'autres partenaires ; car les subventions du FM (Fonds mondial) sont limitées. Le Directeur-pays de l'Onusida, Chris Fontaine a eu à visiter le site du Cisjeu et son agence a donné, en outre, aux représentants de six organisations de la société civile, l'occasion de prendre part aux assises de l'Icasa 2023, conférence internationale annuelle sur les Ist/Vih.

REP. DEM. DU CONGO



Séance de sensibilisation à l'endroit des adolescents et des jeunes



La Coordonnatrice nationale de RACOJ



La coordonnatrice nationale de RACOJ lors de la célébration de la JMS 2023

L'ACCÈS À L'INFORMATION, UN DES GRANDS DÉFIS POUR SORTIR LES ADOLESCENTS ET LES JEUNES DE L'IGNORANCE

Par Prince YASSA

En République démocratique du Congo, l'enquête de la surveillance du VIH chez les femmes enceintes fréquentant les services de Consultation pré natale (Cpn) en 2015 dans les 60 sites sentinelles estime une prévalence moyenne du Vih de 2,1% pour la tranche d'âge de 15 à 49 ans. Elle est de 1,6% chez les jeunes de 15-24 ans. La concentration de la maladie dans cette tranche d'âge interpelle. Cependant, elle pourrait se justifier par l'ignorance et aussi le manque d'information à la disposition des adolescents et jeunes afin de faire face à cette pandémie. C'est ce qu'a souligné la Coordonnatrice nationale du Réseau des associations congolaises des adolescents et jeunes contre le Vih/Sida (Racoj) lors d'un entretien. Elle a souligné l'importance de l'accès à l'information pour les adolescents et les jeunes.

Selon le Plan d'accélération de la prise en charge du Vih/Sida chez l'enfant et l'adolescent, les informations sur la santé des adolescents et des jeunes montrent qu'il existe en République démocratique du Congo (Rdc) de nombreux facteurs de risque de contamination du Vih. Parmi eux, il y a la précocité des rapports sexuels à 15 ans pour la plupart, les grossesses précoces, les avortements provoqués, les Infections sexuellement transmissibles (Ist), les infections à Vih. A cela s'ajoutent le fait d'avoir plusieurs partenaires sexuels, la non utilisation des condoms lors des rapports

sexuels, les comportements sexuels faisant intervenir un usage nocif de l'alcool et la consommation de drogues, le partage lors de l'injection de drogues injectables, de seringues et d'autres matériels d'injection ou de solutions contaminées.

Face à cette situation, des organisations de jeunes, telles que le Réseau des associations congolaises des adolescents et jeunes contre le Vih/Sida (Racoj), à travers ses pairs éducateurs, s'appuient fortement sur la sensibilisation

des adolescentes et des jeunes pour prévenir le Vih, notamment par l'application ABCD afin de réduire les risques. Outre cette application, plusieurs autres stratégies sont mises en place par le Racoj afin de faciliter l'accès à l'information. Car, selon sa coordinatrice nationale, les adolescents et les jeunes n'ont pas la notion de risque liée au Vih. « L'application ABCD renferme quatre lettres. A signifie l'abstinence pour ceux qui peuvent s'abstenir jusqu'au mariage. B comme bonne fidélité pour ceux qui sont déjà mariés ou vivant en couple et qui doivent restés fidèles à leur partenaire. C veut dire condom pour ceux qui sont sexuellement actifs. Ici, il faut dire que l'utilisation du condom ou préservatif lors des rapports sexuels occasionnels reste capital. C'est ce que nous disons aux jeunes et insistons sur cela. Enfin, nous avons l'application D pour dire dépistage au Vih et à d'autres infections sexuellement transmissibles pour que chacun puisse connaître son état sérologique et adopter un comportement responsable », a indiqué Docteur Rachel Ndaya Kalanda, coordonnatrice nationale du Racoj.

En effet, explique-t-elle, les adolescents et jeunes, qui viennent lors des campagnes de sensibilisation, ont accès à toutes les informations liées à la contamination, à la prévention et à la prise en charge après le dépistage pour le cas positif. « Les campagnes de sensibilisation sont l'un des moyens qui nous permettent d'approcher ces catégories de populations pour leur permettre d'avoir toutes les informations liées au Vih dont ils ont besoin. Ici, nous parlons de tout sans tabou. Ils sont intéressés par les questions pertinentes qu'ils posent. Nous mettons à leur disposition aussi de la documentation, des dépliants en forme de bande dessinée sur comment prévenir le VIH. Ce qui est vraiment intéressant, c'est de voir d'autres jeunes être accompagnés par leur parent. Nous comprenons. La plupart des parents n'arrivent pas à aborder ce genre de sujet avec les enfants et préfèrent que cela soit traité ici. C'est très bien. Nous les félicitons pour cela (...) », a souligné le numéro 1 de Racoj.

L'existence des Centres d'écoute et d'information conviviaux pour adolescents et jeunes crée de l'engagement

C'est depuis 2007, à travers le Programme « Participation et développement des adolescents » (Pda), que les Centres d'écoute et d'informations conviviaux (Ceica) ont vu le jour. Aujourd'hui, le Rcaj en compte 36 sur l'ensemble du pays. Ce programme touche deux secteurs, à savoir l'enseignement primaire secondaire et professionnel et le Ministère de la Jeunesse, Sport et Loisirs. « L'objectif de Ceica est d'offrir un cadre sain d'éducation et d'informations sur les questions de santé sexuelle et de la reproduction des adolescents et jeunes, y inclus le Vih/Sida, leur participation citoyenne au développement de la communauté et du pays et leur plein épanouissement vers l'âge adulte », a indiqué la coordonnatrice nationale de Racoj, visiblement émue du bon fonctionnement des Ceica, qui souvent sont débordés pendant les week-ends. Ce qui témoigne de l'intérêt, mais aussi du besoin en informations sur cette pandémie pour les adolescents et les jeunes qui ne veulent pas être laissés pour compte face à cette maladie, qui constitue un véritable problème de santé publique.

Pour elle, l'existence de ces Ceica est très capitale, parce que les adolescents et les jeunes ne perçoivent pas encore

le Vih comme un problème malgré les efforts consentis en matière d'information liée au Vih. Poursuivant, elle a souligné : « Ils ont plus peur des grossesses que du Vih ou des Ist ». Et d'ajouter : « Les Ceica apportent une réponse propice à cette inquiétude ».

A l'intérieur, plusieurs services sont organisés à la grande satisfaction des visiteurs. Des vrais moments de retrouvaille pour les uns, mais d'apprentissage et d'informations pour tous. Là-dedans, renseigne la coordinatrice nationale, on y trouve le Ceica Mobiles, où les services des centres sont rapprochés dans la communauté ; les Groupes d'action famille (Gaf). Ici, les parents modèles sont formés sur le Vih et organisent des activités avec d'autres parents pour favoriser le référencement et le dialogue inter générationnel. Aussi y a-t-il les vidéos-forums, les conférences-débat, les animations des clubs d'adolescents et jeunes et animation des groupes d'auto-support, des jeux de cartes. Tous ces services comportent des messages liés à la prévention du Vih.

Avec un taux de fréquentation de 50 visiteurs par jour, le Ceica se présente actuellement comme un cadre propice d'informations pour les adolescents et jeunes en Rdc. Même si les défis sont énormes au regard de la dimension continentale du pays et de son poids démographique. « Ce qui fait que l'accès aux différents services de réduction des effets nocifs pour les consommateurs de drogues par injection reste un sérieux problème. La disponibilité des intrants comme les préservatifs est aussi un réel problème dans les grandes villes et encore pire à l'intérieur du pays où l'on peut dépenser jusqu'à 2\$ pour s'en procurer », a déploré la coordonnatrice nationale de Racoj.

Outre le Ceica, le Réseau des Associations congolaises des adolescents et jeunes contre le Vih/Sida a développé l'approche paire-éducation. Ça veut dire, l'éducation donnée par les pairs.

Le manque d'information fait que le taux de dépistage est toujours faible

Le taux de dépistage du Vih pour les adolescents et jeunes est toujours faible en Rdc à cause du manque d'informations. Celles-ci ne sont pas accessibles à toutes les catégories de la population à cause du fait que, d'une part, il y a la loi (portant protection des personnes affectées et infectées par Vih), qui n'autorise pas les adolescents d'accéder au dépistage sans le consentement des parents. Et d'autre part, a déclaré Dr Rachel Ndaya, il y a la stratégie ciblée du pays avec la subvention Fonds mondial qui accepte la gratuité du dépistage du Vih que pour les populations clés (Hsh, Ts, Udi et Tg) et pour les femmes enceintes.

Eu égard à ce qui précède, la prévention du Vih chez les adolescents et les jeunes reste un problème vu que tous les éléments ne sont pas gratuits. C'est ce qu'a précisé la coordonnatrice nationale de cette structure qui regroupe plusieurs associations, qui ciblent aussi les adolescents et jeunes de la rue, appelés communément Enfants en situation de la rue (Edr) chez qui le suivi est assuré dans leurs centres d'hébergement, orphelinats, contrairement aux enfants en situation régulière.

« Nous plaidons pour l'augmentation des Ceica à travers le pays. La Rdc est vaste. Nous ne couvrons pas l'ensemble du pays. Ce qui fait que tous les jeunes n'ont pas l'information. Beaucoup de parents aussi », a conclu la coordonnatrice nationale de Racoj.

SIERRA LEONE



EMPOWERING YOUTH FOR HIV PREVENTION: INSIGHTS FROM SIERRA LEONE'S NATIONAL GIRLS SUMMIT

Par
Isaac AHEMESAH

The fifth National Girls Summit in Sierra Leone marked a significant step forward in empowering youth, particularly girls, in the fight against HIV/AIDS. The summit, held under the theme of empowerment, education, and unity, brought together delegates, activists, and partners to address critical issues and forge pathways towards a healthier future for adolescent girls and young women.

The summit opened with a collective commitment to empower girls and boys alike, recognizing the moral imperative to embrace the power of girls in shaping a better society. Throughout the event, various sessions and discussions highlighted the importance of education, gender equality, and sexual reproductive health and rights including HIV and AIDS.

One of the standout moments was the cultural dance performance by delegates from Kono, showcasing the rich heritage and talent of Sierra Leonean youth. Statements from organizations like the AIDS Healthcare Foundation (AHF) and UNAIDS underscored the ongoing efforts in HIV prevention, including free testing and prevention programs.

The Girls' Manifestos, presented by Hannah, echoed the voices of young women advocating for their rights and aspirations. A pivotal aspect of the summit was the panel discussions, focusing on gender equality, women empowerment, sexual penetration offenses, and sexual reproductive health and rights facilitated by the UNAIDS Country Director (UCD). Male engagement sessions highlighted the role of men in supporting and championing these crucial causes.

Breakaway sessions delved into specific topics such as teenage pregnancy prevention, HIV/AIDS information and management, male engagement in preventing gender-based violence, and breaking taboos surrounding menstruation. These sessions provided a platform for interactive learning and collaboration among participants.

During the panel discussion on youth experiences of gender-based violence (GBV) and sexual reproductive health rights (SRHR), survivors courageously shared their stories, challenges, and triumphs. The session called for stronger governmental and NGO interventions to address GBV, early child marriage, and domestic violence effectively.

The summit also featured goodwill statements from partners such as the World Health Organization (WHO) and Care International, highlighting their commitment to advancing gender equality, women's empowerment, and HIV/AIDS prevention in Sierra Leone.

In her closing statement, Executive Director Hannah Kargbo expressed gratitude to all participants and partners, emphasizing the summit's impact on empowering young women and girls to take on leadership roles and contribute positively to their communities.

The National Girls Summit serves as a beacon of hope and empowerment for youth in Sierra Leone, paving the way for a brighter and healthier future. With continued collaboration and support from stakeholders, the country is poised to make significant strides in HIV prevention and youth empowerment.

The Girls Advocates and Development Network (GAD-NET) is a Girls-led organization that was co-created, mentored and supported by UNAIDS. The organization is the lead AGYW implementing partner for the Education Plus Initiative in Sierra Leone.



SÉNÉGAL



Le pont Faïdherbe, à Saint-Louis, au nord du Sénégal.

ELIMINATION DU SIDA EN 2030

Par
Maïmouna GUEYE

L'impératif de réduire les nouvelles infections chez les jeunes

Même si la prévalence du Vih reste faible au Sénégal, avec 0,5 % au niveau de la population générale, les nouvelles infections chez les jeunes inquiètent de plus en plus. Les stratégies de sensibilisation et prévention sur cette cible demeurent insuffisantes. D'où l'urgence d'intensifier les actions à l'endroit des jeunes et des adolescents plus affectés par les nouvelles infections au Vih.

Les jeunes ont-ils une bonne connaissance du Vih au Sénégal ? « Non ! », lance, catégorique, Seydina Mouhamed Ba, président du Réseau convergence des jeunes (Rcj) mis en place en 2018 pour défendre la cause des enfants, des adolescents et des jeunes dans les instances de prise de décision et lutter contre la stigmatisation et la discrimination. Se basant sur son expérience acquise sur le terrain, il soutient : « Pas mal de jeunes manquent d'informations sur le Vih. Pire, j'en ai vu qui ne connaissent toujours pas les moyens de transmission du Vih ».

Cette faible connaissance du Vih par les jeunes au Séné-

gal est confirmée par l'Enquête démographique et de santé continue (Edsc) de 2023 qui relève : « Parmi les jeunes femmes de 15-24 ans, 17 % ont une connaissance des moyens de prévention du Vih. Ce pourcentage est quasiment identique chez les jeunes hommes de 15-24 ans ». Alors que la faible connaissance des jeunes du Vih est avérée, il est attesté, au Sénégal, que plus de 8 infections au Vih sur 10 surviennent avant 35 ans. Parmi ces dernières, celles touchant les jeunes, âgés entre 15 et 24 ans, représentent 14,0 %. Selon le Pr Cheikh Tidiane Ndour, Chef de la Division de lutte contre le Sida et les Ist (Dlsi) au Ministère de la Santé et de l'Action sociale, cette montée en

flèche des nouvelles infections au Vih est essentiellement due à la « faible connaissance sur le Vih », à « l'absence d'un programme spécifique de prévention à l'échelle nationale », aux « comportements à risque précoce » et aux « difficultés liées aux tabous qui entourent la sexualité des jeunes dans notre contexte ». Pourtant, il estime que les jeunes sont « une des populations prioritaires si on veut atteindre l'objectif de l'élimination du Vih d'ici à 2030 ». A cet effet, le président du Rcj indique qu'il y a lieu d'accélérer la cadence des stratégies de prévention du Vih chez les jeunes. « Car les nouvelles infections sont plus élevées chez eux. Donc, pour arriver aux "trois 95", il est impératif d'éliminer les nouvelles infections notées chez les jeunes », croit-il. A son avis, l'augmentation des nouvelles infections au Vih chez les jeunes est liée au manque de connaissance et d'information de ceux-ci, notamment sur la sexualité qui est, selon lui, « le premier facteur de transmission du Vih chez les jeunes ».

Orienter les actions vers les réseaux sociaux

Toutefois, précise Seydina Mouhamed Ba, « les informations sont disponibles », de même que « les services ». Mais, fustige-t-il, c'est la méthode utilisée pour toucher les jeunes qui pose problème. « Car nous sommes au 21e siècle et les jeunes sont plus sur l'Internet qu'à la télévision. Donc, il faut orienter les actions vers les réseaux sociaux pour toucher plus de jeunes », préconise-t-il.

A ce niveau, le chef de la Division de lutte contre le Sida et les Ist reconnaît que « la qualité des informations est nettement améliorable aussi bien pour le contenu que pour les canaux de dissémination ». Le Pr Cheikh Tidiane Ndour admet également que les campagnes de sensibilisation « destinées aux jeunes sont encore très limitées dans les grands centres urbains » voire inexistantes dans les écoles. « Il n'y a pas encore de programme formalisé et validé » destiné aux établissements scolaires. « Les campagnes de sensibilisation ciblent surtout la population générale », ajoute le patron de la Dsli.

Dans le même sillage, le président du Rcd fait remarquer qu'il n'a pas connaissance au Sénégal d'un programme d'information et de sensibilisation sur le Vih destiné aux élèves et déroulé dans les écoles. « En tant que réseau, nous on se porte volontaire pour aller vers les élèves, afin de les sensibiliser », soutient-il.

Par contre, il fait savoir qu'ils ont eu à travailler « sur un projet de Podcast à travers des enregistrements audio sur différents thèmes diffusés dans des radios communautaires pour sensibiliser sur le Vih », signale-t-il, faisant aussi part de l'organisation de « Thé débat dans certaines zones du pays pour toucher toute la société ».

S'agissant des nombreux jeunes qui évoluent dans le secteur informel ou sont au chômage, le Pr Cheikh Tidiane Ndour rappelle qu'ils sont « pris en compte dans les campagnes qui ciblent la population générale ». Selon lui, « des efforts restent à faire pour atteindre le secteur informel, mais aussi les écoles ».

Des campagnes de sensibilisation et de dépistage ciblées

A cause de la raréfaction des ressources, le président du Réseau convergence des jeunes (Rcj), Seydina Mouhamed Rassoul Ba, renseigne qu'au Sénégal, « les campagnes de sensibilisation et de dépistage qui sont faites actuellement sont ciblées ». Et de souligner : « Pour utiliser rationnellement les ressources qui sont disponibles, il faut voir les cibles sur lesquelles les risques d'exposition sont plus élevés et aller faire des campagnes de sensibilisation et de dépistage ».

Dans ce cadre, le Sénégal où, par exemple, sur l'ensemble des nouvelles infections parmi les hommes de 15-49 ans, 69 % sont survenues chez les jeunes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, d'autres stratégies sont en train d'être déroulées. C'est le cas de la Prophylaxie pré-exposition au Vih (Prep). Une approche adoptée en 2018 et « destinée à des personnes séronégatives qui désirent prévenir l'acquisition du Vih. Elle consiste à prendre des médicaments antirétroviraux avant de s'exposer au virus », nous avait expliqué Dr Fatou Fall de la Division de lutte contre le Sida et les infections sexuellement transmissibles (Dlsti) du ministère de la Santé et de l'Action sociale. Selon elle, cette stratégie est un « moyen de prévention reconnu scientifiquement efficace » visant à « protéger les populations les plus à risque de contracter le Vih » et à « baisser les nouvelles infections chez les populations vulnérables ».

Mieux, elle estime que la Prep permet « de contrôler l'épidémie vers l'élimination ». C'est pourquoi, les cibles sont au Sénégal les personnes qui sont à haut risque d'infection au Vih (hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, professionnelles du sexe, consommateurs de drogues injectables, partenaires séronégatifs des PVIH). « Avec la Prep et des moyens de prévention comme le préservatif, la sensibilisation consiste à leur faire connaître l'existence de ses moyens de prévention et de rendre accessibles les soins au plus bas niveau », soutient le président du Rcj. Mais, il insiste sur le fait que l'abstinence est mise en avant dans toutes les stratégies de sensibilisation et de prévention sur le Vih au Sénégal.

A côté de la Prep, l'auto-dépistage est aussi intégré dans la riposte au Vih au Sénégal. Cette stratégie, qui a permis de booster les objectifs du dépistage classique, a surtout facilité l'atteinte des populations clés.

TCHAD



LUTTE CONTRE LA STIGMATISATION ET LA DISCRIMINATION

Par
Noubadoum Tallomadi

L'éducation par les pairs pour sensibiliser les jeunes au Tchad

Pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination à l'encontre des jeunes vivant avec le Vih, le Tchad s'appuie, dans certaines de ses provinces, sur l'éducation par les pairs. A cet effet, certains d'entre eux sont employés comme des relais communautaires pour sensibiliser leurs camarades afin de réduire leurs vulnérabilités.



Le monde n'est pas encore sur la bonne voie pour l'élimination du Vih-Sida d'ici à 2030. Selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), 25% des enfants de zéro à 14 ans et 16% âgés de 15 à 19 ans sont infectés au Vih chaque jour. Et 8 de ces enfants et adolescents sur 10 n'ont pas accès aux médicaments antirétroviraux qui pourraient leur sauver la vie. Pour permettre à cette catégorie de la population infectée au Vih de rester en bonne santé, la priorité des acteurs du système de santé doit être axée sur la prévention. Une stratégie mondiale doit également être adoptée, fait observer le représentant-résident de l'Unicef au Tchad, Jacques Boyer. Au Tchad, il est noté, ces dernières années, une augmentation des Ong de jeunes qui luttent contre le Vih-Sida. « Dans ce combat où tous les acteurs doivent se mettre ensemble, certains pays se relâchent en matière d'éducation sexuelle qui est parfois compliquée et qui peut être un tabou dans certaines communautés »,

souligne Pr Mariam Sylla, Pca du Réseau Eva (Enfants et Vih en Afrique).

Pour changer de tels comportements, les pays sont appelés à employer les jeunes pour travailler parmi les jeunes et pour les jeunes. « Ce qui pourrait réduire la stigmatisation et la discrimination à l'encontre des jeunes atteints du Vih-Sida », a-t-elle ajouté. Et cette stratégie est en train d'être mise en œuvre dans quelques provinces du Tchad. « Les jeunes sont employés comme des relais communautaires, pairs éducateurs en matière d'éducation au Vih/Sida », explique Dr Toralta Joséphine.

Comme partout ailleurs en Afrique, au Tchad, l'accès aux informations sur le Vih demeure insuffisant. « Les jeunes ne sont pas en mesure de faire le choix sur la santé sexuelle et autres relations transactionnelles et intergénérationnelles à cause de la pauvreté », souligne Dr D'absolu Guidangso, secrétaire général du ministère de la santé publique du Tchad.

Les jeunes femmes manquent aussi d'éducation dans leurs premières années de mariage. Ce qui fait que plusieurs d'entre elles sont stigmatisées. Celles-ci ne peuvent pas communiquer leur statut sérologique à leurs conjoints qui des fois sont aussi tout jeunes. Pr Mariam Sylla souligne aussi que la riposte au Vih doit aussi se concentrer sur les populations clés et d'autres groupes vulnérables (adolescents et jeunes femmes) pour bien mener le combat afin d'atteindre les objectifs d'ici 2030.

Malgré une diminution des nouvelles infections dans le monde entre 2012-2022, celles concernant les jeunes restent constantes, selon les derniers chiffres de l'Oms sur l'infection des enfants et des adolescents en Afrique de l'Ouest et du Centre.



TOGO



Yoa Yaya lors d'une rencontre

LUTTE CONTRE LA STIGMATISATION AU TOGO

Par Ambroisine
MEMEDE

Yao Yayra Amega, un jeune engagé pour une vie positive avec le Vih

Chaque jour dans le monde, 1100 jeunes âgés de 15 à 24 ans sont infectés au Vih, signalent les experts de l'Onusida, notant toutefois une diminution de 54% en Afrique de l'Ouest et du Centre entre 2012 et 2022. Cependant, l'institution souligne que la riposte au Vih fait face à de nombreux défis, liés parfois à l'environnement social qui peut être hostile. Cette situation renforce la stigmatisation et la discrimination envers des Personnes vivant avec le Vih (PWiH), un des volets sur lesquels l'Onusida focalise ses actions au niveau de la jeunesse dans la région.



Yao Yayra

Au Togo, Yao Yayra Amega, 28 ans, diplômé en sociologie fondamentale, option santé et développement, est l'un des jeunes qui œuvrent pour la réduction de la stigmatisation à travers la lutte contre la désinformation et l'autoflagellation liés au Vih.

Yayra estime que le manque d'informations fiables favorise la stigmatisation dont sont victimes les Personnes vivant avec le Vih (PWiH). Aussi, s'investit-il dans la promotion de bonnes pratiques et d'informations utiles pour permettre à ses pairs, d'opérer des choix responsables,

car pour lui, «chaque individu a le droit de mener une vie épanouie et productive, dans la dignité».

«Je fais l'effort d'élargir le spectre de mes interventions pour qu'elles soient bénéfiques à tous les enfants, adolescents et jeunes affectés comme vivant avec le Vih. Il faut amener les jeunes à comprendre que le Vih n'est pas la maladie et si on observe le traitement indiqué, on peut vivre positivement, et s'épanouir», explique Yayra. Son engagement est lié à son enfance et aux difficultés vécues : «Tout a commencé en 2007, quand une conseillère psycho-sociale m'a dit que j'ai le Sida. Cette annonce a complètement bouleversé ma vie et j'ai multiplié les tentatives de suicide. Je ne croyais plus à la vie, vu tout ce qui circulait comme information sur cette infection», raconte-t-il.

Son enfance a été marquée par la perte de ses parents depuis ses cinq ans et surtout le poids psychologique du rejet familial ; un manque d'affection dû, non pas seulement au fait qu'il est le fruit d'une relation jugée extra conjugale, mais surtout à son statut sérologique : «J'ai finalement compris que je suis né séropositif. Mais la conseillère psycho-sociale aurait dû me dire que j'ai le Vih, mais que je peux vivre normalement si je prends bien mon traitement», dit-il.

Aidé par ses pairs, il a fini par comprendre que le Vih n'était en rien une fatalité. Il a donc repris confiance en lui et décidé d'œuvrer pour que le Vih ne soit pas un facteur de désolation pour aucun jeune infecté.

Sur ce volet, maman Diane se souvient de son soutien : «Yayra parcourait une longue distance pour venir parler à ma fille et l'aider. Aujourd'hui, Diane ne pleure plus à cause de l'infection. Ma fille a complètement oublié les insultes de son père et repris confiance en elle».

Depuis 2016, Yayra s'intéresse à la qualité de vie et à la prise en charge globale des PVIH en général et plus précisément les jeunes et les adolescents infectés

comme affectés par le virus, à travers des sessions de renforcement de capacités, des discussions de groupe, etc. pour favoriser une mentalité positive, le renforcement du leadership et l'estime de soi.

«J'appuie aussi des initiatives visant l'éducation complète à la santé sexuelle et reproductive pour aider les jeunes vivant avec le Vih à rompre avec les complexes et les préjugés sexuels liés au Vih», ajoute-t-il.

Yayra est Assistant suivi évaluation au sein de l'Observatoire droits humains et Vih, un projet de l'Ong Ras+ où il supervise la collecte des informations dans la Région Maritime (Sud du Togo) et veille à la vérification des cas rapportés, afin de déclencher une référence si nécessaire.

Ce Jeune leader et pair éducateur est pris en charge par Espoir Vie Togo, une Ong au sein de laquelle il organise des rencontres et des groupes de parole, pour aider les jeunes à être observant au traitement antirétroviral car, dit-il, c'est la base d'une vie positive avec le Vih.

«En 2022, j'ai pu réunir une centaine de jeunes vivant avec le Vih venant de plus de six structures associatives et publiques pour des échanges sur la vie positive avec le Vih. Nous sommes bien plus que notre statut Vih. Nous sommes une force de la nature, des leaders capables de réaliser des choses extraordinaires. Soyons fiers de qui nous sommes et embrassons la vie de façon positive, avec courage et détermination. Notre histoire est unique et précieuse, inspirons le monde en partageant notre lumière de résilience», a martelé Yayra.

Yayra ne compte pas s'arrêter tant qu'il y aura encore des jeunes en quête de lumière, de repère. Il sera comme son prénom, cette bénédiction dont ils ont besoin pour ne pas tomber dans l'auto stigmatisation qui ne cesse de comprimer de jeunes talents dont le Togo a besoin pour son développement.



Yoa Yayra lors d'une session de renforcement de capacités



El Hadj Abdallahi FAH,
Conseiller Régional en matière de prévention du VIH - Bureau
Régional de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Pourquoi la prévention au VIH est-elle un défi dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre ?

Cette région a certes connu des progrès importants ces dernières années dans la réponse au VIH, particulièrement dans la couverture du traitement ARV. Malgré ces progrès, des efforts restent à faire, notamment en matière de prévention du VIH. Bien que le ratio incidence – prévalence (IPR) soit passé de 6,9% à 3,41/ entre 2010 et 2022, il reste encore au-dessus de l'objectif de 3%. Des disparités importantes existent entre les pays, ainsi la Côte d'Ivoire a un IPR de 2,2% en 2022 alors que la Guinée Equatoriale avec un IPR de 6,57% en 2022 reste loin de l'objectif de 3%.

Pourtant on note une baisse des nouvelles infections dans la région, dans le dernier rapport de l'ONUSIDA ?

Le nombre global de nouvelles infections a diminué en AOC mais avec une baisse de 49% depuis 2010, la région reste loin de la baisse de 85% nécessaire pour atteindre l'objectif 2025 de 50 000 nouvelles infections annuelles (160 000 nouvelles infections en 2022). Ces nouvelles infections sont le reflet des profondes inégalités qui alimentent l'épidémie dans la région ; inégalités entre les sexes (67% des nouvelles infections chez les femmes contre 35% chez les hommes en 2022), entre les groupes (le rapport d'incidence est ainsi de 3,6 entre les femmes et les hommes âgés de 15 à 24 ans) avec une pression particulière sur les populations clés et leurs partenaires qui représentent 57% des nouvelles infections dans la région. Les inégalités se creusent également entre les pays. Les nouvelles infections ont ainsi augmenté entre 2010 et 2022 dans des pays de la région comme le Congo (+97%) ou la Guinée-Equatoriale (+7%).

Que préconise le Bureau régional de l'ONUSIDA ?

En 2023, le bureau régional a lancé un processus visant à établir des pays thématiques prioritaires. L'objectif final de ce processus est d'apporter un soutien durable et à fort impact à des groupes de pays. En termes de prévention, cet appui s'appuie sur les processus et stratégies déployés dans le cadre du GPC, et permet une action collective de l'Equipe Régionale conjointe sur le VIH (JURTA), des bureaux pays des différentes agences et des partenaires nationaux et internationaux dans le cadre de programmes concertés et articulés d'appui aux pays de la région, afin d'accélérer l'agenda de prévention du VIH dans ces pays.

Soutien différencié

Dans une approche différenciée de soutien, le bureau régional de l'ONUSIDA, la JURTA et les partenaires souhaitent intensifier et focaliser le soutien à la prévention sur ces pays, en complémentarité avec les interventions et activités menées au sein de la GPC, tirant profit des bonnes pratiques, outils et enseignements développés. La feuille de route de la prévention du VIH pour 2025 offre des orientations à toutes les parties prenantes qui cherchent à réduire les nouvelles infections à VIH. Dans les pays membres de la GPC, la mise en œuvre de la feuille de route a permis d'accélérer les programmes de prévention, en tirant pleinement parti des technologies de prévention existantes mais sous-utilisées (PrEP orale, préservatifs, réduction des risques) ainsi que des nouvelles options de prévention à long terme. Elle a également permis de développer des plans nationaux de prévention, d'en assurer la mise en œuvre et de faire de la prévention un véritable enjeu national mobilisant les parties prenantes clés.

ONUSIDA et ses partenaires entendent bien tirer parti des outils et réalisations dans le cadre de la GPC pour accélérer la prévention dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest et du centre présentant les enjeux les plus importants en matière de prévention dans au moins deux groupes de population. Cet accompagnement concernera les pays suivants : la Guinée Equatoriale, le Gabon, la Guinée-Bissau le Mali et la Guinée.



Guillaume PYOT
Youth and Social Organisation Officer
Bureau régional ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest
et du Centre

Que fait exactement le Bureau régional de l'ONUSIDA pour la prévention du VIH chez les jeunes ?

On l'a vu par les chiffres et les différents articles proposés, les adolescentes et les jeunes filles en AOC restent encore trop vulnérables à l'infection par le VIH. Les causes en sont multiples : accès insuffisant à des informations de qualité, faible liberté d'action personnelle, normes sexospécifiques néfastes, relations sexuelles transactionnelles non protégées, violences intraconjugales ou dans des situations de conflits, etc.

Au bureau régional nous œuvrons pour l'éducation sexuelle complète et sur les catalyseurs sociétaux qui sont un enjeu majeur de la riposte. En outre, les lois et les politiques semblent souvent nier le fait qu'en AOC, une proportion importante d'adolescentes commencent à avoir des rapports sexuels à un jeune âge; selon les données de l'EDS, l'âge moyen au premier rapport sexuel chez les jeunes femmes est de 17 ans. Or, dans de nombreux pays de notre région, les adolescentes ne peuvent pas accéder à l'information sur le VIH, aux préservatifs et autres contraceptifs, ou aux services de santé sexuelle et de la reproduction sans le consentement d'un parent ou d'un tuteur.

La prévention du VIH est plus efficace lorsque les filles contrôlent leur corps et leur vie sexuelle, sont à l'abri de la violence et peuvent utiliser les services et recevoir le soutien dont elles ont besoin. Cela souligne l'intérêt de combiner les outils biomédicaux et les interventions comportementales et structurelles, en accordant la priorité aux environnements où l'incidence du VIH est la plus élevée.

HIV Prevention: From Crisis to Opportunity

Key findings from the 2023 Global
HIV Prevention Coalition scorecards



Réduction des nouvelles infections par le VIH dans plusieurs pays de la Coalition mondiale pour la prévention du VIH, mais les progrès doivent être accélérés au niveau mondial

Un nouveau rapport, intitulé HIV Prevention : From Crisis to Opportunity montre que les infections par le VIH continuent de diminuer dans les pays qui font partie de la Coalition mondiale pour la prévention du VIH (GPC) plus rapidement que dans le reste du monde.

Onze pays cibles du GPC ont réduit leur nombre annuel de nouvelles infections par le VIH d'au moins 66 % depuis 2010. À titre de comparaison, la réduction moyenne des nouvelles infections par le VIH depuis 2010 est de 38 % à l'échelle mondiale. Le GPC est une coalition de 38 pays qui travaillent ensemble pour accélérer le dé-

clin des nouvelles infections par le VIH afin d'atteindre l'objectif de 95% des personnes exposées au risque d'infection par le VIH ayant accès à une combinaison efficace d'options de prévention.

Les pays du GPC qui ont donné la priorité à la prévention primaire et au traitement et qui se sont efforcés d'atteindre les personnes les plus exposées au risque ont enregistré les baisses les plus fortes et les plus régulières du nombre de nouvelles infections par le VIH. À l'échelle mondiale, les progrès en matière de prévention du VIH ont été très inégaux et la majorité des pays

ne sont pas en passe d'atteindre les objectifs fixés pour 2025. En effet, plusieurs pays connaissent des crises de prévention avec un faible accès aux services et sont confrontés à une augmentation record des nouvelles infections par le VIH.

«Les conclusions de ce rapport offrent des enseignements cruciaux pour l'action», a déclaré Angeli Achrekar, directrice exécutive adjointe du programme de l'ONUSIDA. «Le rapport montre qu'un leadership politique soutenu, des investissements dans des programmes efficaces de prévention du VIH et un environnement politique favorable sont essentiels pour mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030.»

Le recul des nouvelles infections par le VIH a été stimulé par l'impact cumulatif des options de prévention combinées et de l'accès accru aux traitements antirétroviraux, qui ont également permis d'augmenter la suppression virale chez les personnes vivant avec le VIH. Les personnes sous traitement et en état de suppression virale ne peuvent pas transmettre le VIH.

«Il est remarquable de voir ce qui a été accompli dans la riposte au sida au cours des 20 dernières années. Mais les progrès réalisés jusqu'à présent n'ont pas été équitables et ne sont pas encore durables, et nous ne devons jamais confondre progrès et certitude de réussite», a déclaré Mitchell Warren, coprésident du GPC et directeur exécutif de l'AVAC. «Nos progrès sont fragiles, et ce que nous avons accompli aujourd'hui pourrait nous échapper encore plus rapidement que nous ne l'avons fait si nous laissons la complaisance s'installer.»

Les populations clés, les adolescentes et les jeunes femmes sont toujours exposées à un risque élevé de nouvelles infections.

L'incidence du VIH reste inacceptablement élevée dans les populations où les investissements dans la prévention du VIH restent insuffisants. Il s'agit notamment des populations clés dans toutes les régions du monde et des adolescentes et jeunes femmes dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne.

En 2022, environ 3 100 jeunes femmes et filles âgées de 15 à 24 ans ont été infectées par le VIH chaque semaine en Afrique subsaharienne et l'incidence du VIH a diminué moins rapidement que chez les jeunes hommes. Seules 43 % des zones infranationales dans lesquelles l'incidence du VIH est élevée chez les jeunes femmes bénéficient de programmes de prévention spécifiques pour les jeunes femmes.

Bien que les pays du GPC aient enregistré de solides progrès en matière de réduction des nouvelles infections par le VIH, il reste des défis à relever dans le monde entier pour atteindre les populations clés les plus expo-

sées au risque de nouvelles infections par le VIH, notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleurs du sexe et les personnes qui s'injectent de la drogue. Chaque semaine, plus de 11 000 nouvelles infections par le VIH se produisent parmi les populations clés et leurs partenaires sexuels dans le monde.

Seuls 44% des travailleurs du sexe, 28% des homosexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et 37% des personnes qui s'injectent des drogues ont eu accès à au moins deux services de prévention du VIH au cours des trois mois précédents, selon les valeurs médianes communiquées par les pays du GPC, alors que l'objectif est de 90%.

La prévention du VIH est entravée par l'insuffisance du financement de la prévention et par des lois répressives. La stigmatisation sociale, la violence, la discrimination et l'exclusion sociale sont des obstacles à l'accès des populations clés aux services de santé et à l'information, ce qui aggrave leur risque de contracter le VIH. La réforme de la législation est un outil essentiel pour les programmes de prévention. La protection des droits de l'homme de chacun est essentielle pour protéger la santé de tous.

Les investissements dans les programmes de distribution de préservatifs et de circoncision médicale volontaire, qui sont tous deux efficaces pour prévenir le VIH, ont chuté dans certains des pays où l'épidémie de VIH est la plus importante. En outre, des options révolutionnaires de prévention du VIH telles que la prophylaxie pré-exposition (PrEP), des médicaments pour prévenir le VIH, ne sont encore accessibles qu'à une petite fraction des personnes qui en ont besoin.

Des opportunités sans précédent s'offrent à la prévention du VIH en 2024. Il existe un éventail croissant d'options de prévention, y compris des outils existants et de nouvelles technologies de prévention à longue durée d'action, ainsi que des exemples nationaux de mise en œuvre de la prévention à grande échelle et d'élargissement des choix offerts aux communautés.

Les programmes de prévention du VIH doivent être à grande échelle, efficaces et équitables. Les actions nécessaires à la réussite et à la durabilité sont connues, ont fait leurs preuves et ont été approuvées : collaborer, suivre la science, s'attaquer aux inégalités, protéger les droits de chacun, laisser les communautés prendre l'initiative et investir dans ce qui est nécessaire. Un recul en matière de ressources ou d'inclusion serait préjudiciable à tous. La solidarité profitera à tous. Les communautés, les pays et les partenaires internationaux peuvent prévenir les nouvelles infections - ensemble.

CELEBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE ZÉRO DISCRIMINATION AU GHANA





NEW PEPFAR YOUTH INITIATIVE: 20 MILLION TO ADDRESS HIV/AIDS AMONG YOUTH

The U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR), led by the State Department's Bureau of Global Health Security and Diplomacy, announced a new \$20 million initiative to strengthen youth-focused HIV programming, center youth HIV leadership, and promote innovation in HIV prevention, case finding, and treatment outcomes in PEPFAR-supported countries. Ambassador Dr. John Nkengasong, U.S. Global AIDS Coordinator and Senior Bureau Official for Global Health Security and Diplomacy made the announcement about PEPFAR's Youth Initiative during a hybrid youth special session in Cape Town, South Africa, alongside thousands of youths from around the world.

HIV/AIDS remains a health threat globally and is among the leading causes of death in Africa, which has the fastest growing and youngest population of any continent. Young people are at a high risk for HIV infection and generally have lower rates of being on lifesaving treatment and being virally suppressed relative to adults. Adolescent girls and young women bear a disproportionate burden of new HIV infections among young people, accounting for nearly two out of three new HIV infections among young people globally. In addition to PEPFAR's ongoing programming to close equity gaps among priority populations, one of the goals of the Youth Initiative is to support innovations for effective HIV awareness, prevention, and treatment strategies that engage youth-led and youth-driven organizations. PEPFAR also aims to strengthen the capacity of youth-led organizations and elevate youth leadership to improve their engagement with country governments, the private sector, and global stakeholders in the HIV/AIDS response.

Young people are catalysts for change and innovation in the fight to end HIV/AIDS as a public health threat by 2030. The United States, through PEPFAR, has saved more than 25 million lives and remains a committed partner in the global effort to increase engagement and amplify the voices of youth in the fight against HIV/AIDS.

The PEPFAR Youth Initiative is subject to availability of appropriated funds and completion of congressional notification procedures.

For media inquiries, please contact GHSD_publicaffairs@state.gov.



REMAPSEN

Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement.



Tous les articles ont été rédigés par les membres du **REMAPSEN**

Directrice de rédaction Jeanne SECK

Imprimerie la Rochette

Une production du bureau de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Immeuble CETAMIL, Complexe SICAP, Point E, BP 5748 - Dakar-Fann (Sénégal)

WERGU YARAM

N°1 Mars 2024